



HAL
open science

Enquête sur l'enquête “ Des femmes en politique ” de Marianne Sineau

Guillaume Garcia, Emilie Groshens

► **To cite this version:**

Guillaume Garcia, Emilie Groshens. Enquête sur l'enquête “ Des femmes en politique ” de Marianne Sineau. [Rapport de recherche] beQuali; CDSP (Sciences Po). 2016, pp.34. hal-02981615

HAL Id: hal-02981615

<https://sciencespo.hal.science/hal-02981615>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

Des femmes en politique

Mariette Sineau

1983-1988

beQuali

CDSP – UMS 828 CNRS-Sciences Po

beQuali

2016

L'ENQUÊTE EN BREF

Titre de l'enquête : *Des femmes en politique*.

Auteur de l'enquête : Mariette Sineau.

Discipline : sociologie politique.

Mots clés : femmes, carrière politique, élite politique, genre, parité, mixité, représentation, représentations politiques

Méthodologie : entretiens individuels.

Zone géographique : Région parisienne.

Bornes temporelles : 1983-1988.

Principales publications réalisées sur la base de l'enquête :

Sineau Mariette, 1986, *Des femmes en politique, Rapport pour le CNRS, ATP Recherches sur les femmes et recherches féministes*, 275 p.

Sineau Mariette, 1987, « Les femmes politiques en France: une autre idée de la citoyenneté ? », *Rapport pour le Consortium européen de recherche politique, workshop Femmes et Citoyenneté : droits et identités*, dirigé par Ursula Vogel, Amsterdam, session d'avril 1987, 24 p.

Sineau Mariette, 1988, *Des femmes en politique*, Economica, 240 p.

Sineau Mariette, 1991 « Autour d'une dette non reconnue : l'apport du MLF sur la scène politique », *Crises de la société, féminisme, et changement*, Paris, Revue d'en face/Éditions Tierce, p. 187-206.

L'ENQUÊTE SUR L'ENQUÊTE

Principe : L'enquête sur l'enquête est une production scientifique réalisée par un membre de l'équipe beQuali qui a pour objet d'éclairer d'un point de vue documentaire, méthodologique et analytique les enquêtes qualitatives diffusées sur le site de beQuali.

Auteur de l'enquête sur l'enquête : Guillaume Garcia, avec l'aide d'Emilie Groshens¹.

Résumé : L'enquête *Des femmes en politique* a été réalisée au CEVIPOF milieu des années 1980 par Mariette Sineau, aujourd'hui directrice de recherche honoraire au CNRS. Financée par une Action thématique programmée sur le thème « *Recherches sur les femmes et recherches féministes* », elle porte sur la constitution des identités et les trajectoires de femmes exerçant des fonctions politiques élevées en France. Elle s'appuie principalement sur 41 entretiens conduits avec des femmes politiques qui étaient à l'époque députées, sénatrices, maires de grandes villes et responsables nationales de partis. Les entretiens ont été réalisés entre mai 1984 et juillet 1985, en région parisienne essentiellement. L'enquête montre que les femmes politiques restent encore majoritairement prisonnières des images d'elles-mêmes que leur entourage leur renvoie, et notamment du sentiment de transgresser la division sexuée du travail ainsi que les principes fondamentaux de la hiérarchie entre les sexes. Ces représentations varient selon la situation personnelle des femmes, les politiques des partis vis-à-vis de la parité, ou encore des variables plus contextuelles comme les cultures politiques régionales. L'enquête explore aussi la manière dont les femmes déclarent agir en fonction de ces représentations (pratiques de surcompensation, apparition de pratiques autonomes voire émergence d'une conscience féministe).

¹ Ont également contribué Selma Bendjaballah, Odile Gaultier-Voituriez, Karim Souanef, Emeline Juillard.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4 -
1- GENESE DE L'ENQUETE.....	5 -
1.1-Retour sur le parcours académique de Mariette Sineau.....	5 -
1.2-La place de l'enquête <i>Des femmes en politique</i> dans cette trajectoire de recherche...	6 -
2- ANCRAGES THEORIQUES	7 -
2.1- Les femmes et la politique : remédier à un silence de la sociologie politique.....	7 -
2.2- Une diversité théorique : de l'anthropologie à la psychologie, en passant par la sociologie politique et les études féministes	9 -
2.2.1- Domination masculine, intégration féminine et pouvoir politique.....	9 -
2.2.2- Des références multiples à l'univers de la psychologie	10 -
2.2.3- Une résonance avec la sociologie des rôles et de la déviance.....	11 -
2.2.4- Des références nombreuses à des écrits et témoignages féministes.....	12 -
3- REALISATION DU TERRAIN.....	13 -
3.1- L'intention de recherche : interroger la place mineure des femmes dans l'élite du personnel politico-administratif français	13 -
3.2- Organisation et déroulement de la campagne d'entretiens	17 -
3.3- Mode de réalisation des entretiens.....	20 -
4- CORPUS CONSTITUE ET CONSERVE.....	23 -
5- ANALYSE.....	26 -
6-POSTERITE DE L'ENQUETE.....	27 -
6.1- Les principales productions scientifiques réalisées sur la base de l'enquête	27 -
6.2- Retour sur l'exploitation de l'enquête.....	28 -
BIBLIOGRAPHIE	29 -
1-Archives « administratives ».....	29 -
2-Autres publications et productions de Mariette Sineau.....	29 -
3-Publications d'autres auteurs cités par Mariette Sineau	31 -
4-Autres sources mobilisées par Mariette Sineau : (auto)biographies de femmes politiques, ouvrages de sociologues féministes, livres politiques.....	33 -
5-Autres publications mobilisées pour les besoins de l'enquête sur l'enquête	33 -

Introduction

L'enquête intitulée *Des femmes en politique* est le fruit d'une recherche que Mariette Sineau, aujourd'hui directrice de recherche honoraire au CNRS, a menée au sein du CEVIPOF entre 1983 – date de la première formalisation du projet d'enquête – et 1988 – date d'édition de l'ouvrage *Des Femmes en politique*, soit la publication majeure qui en a été tirée. Le programme de recherche qui la sous-tend a été financé par le CNRS dans le cadre notamment d'une Action thématique programmée, sur le thème « *Recherches sur les femmes et recherches féministes* » ; il porte sur la constitution des identités et les trajectoires de femmes exerçant des fonctions politiques élevées en France.

L'enquête s'appuie principalement sur 41 entretiens conduits avec des femmes politiques qui étaient à l'époque députées, sénatrices, maires de grandes villes (plus de 30 000 habitants) et responsables nationales de partis. Les entretiens ont été réalisés entre juin 1984 et juillet 1985, en région parisienne essentiellement.

Les documents de l'enquête mis à disposition sur le site de beQuali ont été collectés auprès du centre de documentation du CEVIPOF, où ils avaient été remis par Mariette Sineau en novembre 2012².

Les sources³ utilisées pour réaliser cette « enquête sur l'enquête » articulent :

- Les documents de l'enquête ;
- Les productions scientifiques réalisées par Mariette Sineau à partir de l'enquête, en tant qu'elles mettent au jour une partie de la méthodologie de l'enquête ainsi que son cadre théorique ;
- Les publications d'autres chercheurs faisant référence à cette enquête ou au contexte scientifique de l'époque, permettant de recontextualiser notamment l'état des études de sciences sociales sur les femmes dans les années 1980. Ces productions sont surtout utilisées en ce qu'elles apportent un éclairage sur l'enquête de Mariette Sineau, et non comme elles pourraient l'être dans le cadre d'une socio-histoire d'enquête.

Le recoupement de ces sources permet d'accéder à un certain niveau de connaissance facilitant la consultation des archives de l'enquête et leur éventuelle réutilisation. Dans la mesure où nous n'avons pas pu réaliser d'entretien avec Mariette Sineau⁴, la posture privilégiée dans le compte rendu qui va suivre est surtout informative : il s'agit, à partir des informations contenues dans ces sources, de restituer aussi fidèlement que possible les traces du processus de recherche caractérisant cette enquête.

² On notera que la proposition s'est faite fin 2014 dans le cadre d'archiPolis, un des consortiums d'Humanum (<http://archipolis.hypotheses.org/>).

³ Sur ce point, se référer à la bibliographie située à la fin du document.

⁴ Une version antérieure de ce rapport a cependant été relue et corrigée par Mariette Sineau.

1- Genèse de l'enquête

Pour commencer cette enquête sur l'enquête, sera d'abord abordé, à grands traits, le parcours de recherche de Mariette Sineau, dans le but de donner à comprendre la place qu'occupe *Des femmes en politique* dans cette trajectoire scientifique.

1.1-Retour sur le parcours académique de Mariette Sineau

Née en 1947, Mariette Sineau a fait toute sa carrière de chercheuse au CNRS. Après des études à l'IEP de Paris (elle en sort diplômée en 1969), elle entre en 1970 au CEVIPOF, qui sera son seul laboratoire d'affectation. Elle commence – en tant que collaboratrice technique puis comme attachée de recherche – une série de recherches consacrées aux rapports des femmes à la politique, qu'il s'agisse de leurs comportements électoraux ou de leur participation à la vie politique et publique, notamment à l'élite politico-administrative. Ces travaux sont menés de manière individuelle ou en commun avec d'autres chercheur.e.s, en particulier Janine Mossuz-Lavau (elle aussi du CEVIPOF), avec laquelle Mariette Sineau entame à partir du milieu des années 1970 une collaboration qui dure jusqu'au début des années 1990, et donne lieu à de nombreuses publications⁵.

L'enquête *Des femmes en politique*, commencée courant 1983, coïncide avec son passage, effectif en 1984, au statut de chargée de recherche au CNRS en section « science politique » (à l'époque la section n°38). Elle présente en effet devant cette section (en mars 1983) un projet de recherche correspondant au thème qui sera développé dans cette enquête, afin de candidater aux fonctions de chargée de recherche. Les contours précis du projet, intitulé « *Les femmes dans le personnel politique français : 40 ans de sous-représentation* », seront développés plus loin.

Par la suite, Mariette Sineau oriente également ses objets de recherche vers l'étude du mouvement féministe, de la parité ou encore des politiques publiques en faveur des femmes. Tout en publiant de nombreux travaux à titre individuel, elle entame une nouvelle série de collaborations, avec notamment Jane Jenson⁶. En 1996, elle soutient à l'IEP de Paris une thèse sur travaux, intitulée « *La politique : un enjeu majeur dans les rapports de pouvoir entre sexes* » (Sineau, 1996a), menée sous la direction de Pascal Perrineau. Elle devient directrice de recherche en 1997, statut qu'elle occupe aujourd'hui (à titre honoraire).

Sans abandonner ses objets de prédilection, elle se tourne plus récemment vers d'autres questionnements – en partie dans le cadre de projets collectifs du CEVIPOF – comme l'articulation entre patrimoine et politique (Le Hay, Sineau, 2010), la confiance et la probité politiques (Sineau, 2010), l'élection présidentielle sous la V^e République (Sineau, 2008), les comportements électoraux (Sineau, 2007) ou encore l'image du Front national et de Marine Le Pen (Sineau, 2012).

Outre ses activités académiques, Mariette Sineau a exercé un certain nombre d'activités d'expertise liées directement à ses recherches sur la place des femmes en politique. D'abord pour les institutions européennes, qu'il s'agisse de rapports produits à la demande du Conseil de l'Europe (Mossuz-Lavau, Sineau, 1984 ; Sineau, 1989, 1994, 1996b, 2003a) ou de la Communauté économique européenne ou l'Union européenne (Moreau-Bourlès, Sineau,

⁵ Pour une liste exhaustive de ses publications scientifiques, voir sa page personnelle sur <http://spire.sciencespo.fr/>.

⁶ Politiste canadienne, professeure à l'Université de Montréal, spécialiste du genre en politique et de la citoyenneté.

1983a ; Sineau, 2011b). Ensuite à la demande d'autres institutions, comme le Bureau international du travail (Sineau, Hantrais, Lust, 1998) ou encore le Parlement espagnol (Sineau, 1999a). Enfin en tant qu'experte auprès des institutions françaises telles que l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes (dont elle a été membre)⁷ ou le Secrétariat d'Etat aux droits de la femme⁸ (Sineau, 1996c, 1999b, 2003b, 2004).

1.2-La place de l'enquête *Des femmes en politique* dans cette trajectoire de recherche

L'ensemble des recherches menées par Mariette Sineau porte principalement⁹ sur la place des femmes en politique. Ses premières publications (1973 et 1974) témoignent déjà de l'intérêt pour un sujet qui sera développé plus tard dans l'enquête *Des femmes en politique*. Ses premiers travaux portent en effet sur des femmes occupant des postes à la frontière entre la haute administration et la politique, à travers le cas des membres des secrétariats d'Etat ou des femmes énarques, à une époque où la féminisation de ce milieu était très limitée. La chercheuse y développe une problématique ciblant les difficultés pour ces femmes à pénétrer un milieu masculin et à y tenir des rôles habituellement monopolisés par des hommes. On y trouve aussi une attention aux stratégies et tactiques mises en œuvre par ces femmes pour tenir leurs positions inconfortables et régler les tensions identitaires et normatives qui se posent à elles – autant de thèmes qu'elle retravaille dans les années 1980.

Dans ses travaux suivants, Mariette Sineau étudie notamment les comportements politiques¹⁰ des femmes, à travers une série de recherches portant sur les attitudes politiques¹¹ des (jeunes) femmes en milieu urbain (1976), les militantes du PCF (1977), les ouvrières (1980b), élargissant ensuite la focale aux femmes en général, à l'occasion d'une grande enquête par questionnaire réalisée pour le CORDES en 1978 (Subvention n°8/78 du 6 avril 1978), en collaboration avec Janine Mossuz-Lavau. Cette enquête, publiée sous forme d'un rapport en 1980 puis d'un ouvrage en 1983 (Mossuz-Lavau, Sineau, 1980, 1983a), porte sur « *Les femmes françaises en 1978* », plus précisément sur les comportements politiques et le vote des femmes¹². Au début des années 1980, Mariette Sineau mène également des recherches sur la sous-représentation des femmes dans des univers sociaux variés, à travers le cas des instances d'élaboration des normes en matière de droit du travail ou des candidates et élues

⁷ Créé en 1995, il a été remplacé en 2013 par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

⁸ Mariette Sineau a été experte auprès du secrétariat d'Etat aux droits de la femme dès la fin des années 1980 (source : *Rapport d'activité scientifique du CEVIPOF, 1987-1991*, p. 94)

⁹ On laissera de côté ici d'autres travaux plus ponctuels menés sur des objets comme la préfecture de Paris (1974), l'abstention (1978) ou encore les sous-officiers (1976, 1979).

¹⁰ Elle s'intéresse également au lien entre religion et politique. Ainsi, dans une étude menée avec Janine Mossuz-Lavau sur les Françaises, la religion et la politique (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983b), à partir de l'enquête post-électorale de 1978, il s'est agi d'étudier « le comportement religieux des Françaises et des Français selon leur engagement dans la vie professionnelle, leurs origines, leur milieu social et leur âge » (source : Rapport scientifique CEVIPOF de 1979-1983).

¹¹ On retrouve ici un thème cher aux enquêtes de sociologie politique menées à la même époque au CEVIPOF, autour notamment de la figure de Guy Michelat. Sur ce point, voir l'enquête sur l'enquête « *Représentation du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques* », également mise à disposition sur le site de beQuali (http://www.bequali.fr/fr/les-enquetes/lenquete-sur-lenquete/cdsp_bequali_sp5/).

¹² Les résultats de cette enquête montrent que « *les femmes abandonnaient d'autant plus facilement leurs attitudes traditionnelles (apolitisme, abstentionnisme électoral, conservatisme, forte pratique religieuse)* » qu'elles travaillaient ou ont travaillé » (source : Rapport scientifique CEVIPOF, 1979-1983)

(conseillères municipales et maires) aux élections municipales de 1983 (Sineau, 1983 ; Moreau-Bourlès, Sineau, 1983a, 1983b). Les résultats de ces recherches sont publiés l'année où débute l'enquête *Des femmes en politique*.

Plus tard, Mariette Sineau diversifie ses centres d'intérêt et va publier des recherches portant sur le mouvement féministe en France, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, notamment au Québec (Sineau, Tardy, 1993) ; la mise en politique de la parité, dans une perspective historique (Jenson, Sineau, 1998 ; Sineau, 2004) ; les politiques publiques – comme celles impulsées sous les présidences de François Mitterrand – en faveur des femmes (Sineau, Jenson, 1995 ; Sineau, 2003) ou encore des trajectoires de femmes politiques (Sineau, 2013)¹³.

Examinons maintenant les ancrages théoriques de cette enquête.

2- Ancrages théoriques

Pour comprendre les ancrages théoriques de cette enquête, il est nécessaire de resituer les travaux de Mariette Sineau par rapport à l'état des recherches menées sur les femmes et la politique au début des années 1980. L'optique visée par Mariette Sineau consiste à interroger la place mineure des femmes dans l'élite du personnel politico-administratif français et remédier, ce faisant, à un silence de la sociologie politique. Il s'agit également de contextualiser les références théoriques que la chercheuse mobilise, afin de mieux saisir la manière dont l'objet et la problématique ont été construits.

2.1- Les femmes et la politique : remédier à un silence de la sociologie politique

Cette enquête porte, selon les propres termes de Mariette Sineau, sur la « *non-mixité du champ politique* » (Sineau, 1988, p. 2). Un examen sommaire de la littérature consacrée au sujet indique que la science politique comme la sociologie françaises ont longtemps été peu attentives à la dimension sexuée des phénomènes politiques (Gaspard, 2002 ; Neveu, Guionnet, 2009 ; Clair, 2013)¹⁴. Entre le milieu des années 1950 et le début des années 1980, très peu de recherches dans ces deux disciplines ont été consacrées aux comportements politiques féminins et à la place des femmes dans le personnel politique. Les travaux précurseurs de Maurice Duverger sur *La participation des femmes à la vie politique* (Duverger, 1955) ou de Mattei Dogan et Jacques Narbonne sur *Les Françaises face à la politique* (Dogan, Narbonne, 1955) n'ont pas impulsé de mouvement de recherche d'ampleur¹⁵. Comme l'écrit Françoise Gaspard, « *la perspective du genre dans les études électorales a ensuite été longtemps délaissée* » (Gaspard, 2002), si on excepte l'étude d'Alain Lancelot sur l'abstentionnisme électoral, devenue depuis un classique de la sociologie politique (Lancelot, 1968). Jusqu'aux travaux de Mariette Sineau et de Janine Mossuz-Lavau à partir du milieu des années 1970, « *les études sur les femmes ne s'intéressent pas, ou rarement, au vote des citoyennes ou à celles qui s'aventurent dans les partis* » (Gaspard, 2002), et ce malgré l'existence de quelques travaux, certes moins connus, portant directement sur le thème

¹³ Il s'agit de notices biographiques de femmes politiques publiées dans le *Dictionnaire des créatrices* en 2013.

¹⁴ Ce rapide tour d'horizon n'a aucune vocation à l'exhaustivité, pas plus qu'à proposer une socio-histoire de la prise en charge de cette question.

¹⁵ On pourrait bien sûr citer d'autres travaux, comme ceux par exemple de Madeleine Guilbert (1946).

durant cette période – des références mobilisées par Mariette Sineau à l'appui de cette enquête¹⁶. On peut citer par exemple ceux d'Andrée Michel et Geneviève Texier, qui consacrent un chapitre de leur ouvrage *La condition de la Française d'aujourd'hui* à la situation des femmes en politique (Michel, Texier, 1954), ou encore l'ouvrage d'Albert Brimo *Les femmes françaises face au pouvoir politique* (Brimo, 1975). On peut également ajouter à cette liste indicative un mémoire universitaire réalisé par Anne Mignard sur les « femmes parlementaires » (Mignard, 1963), ou encore une étude consacrée par Geneviève Bécane à la situation des femmes au Sénat (Bécane, 1974).

Au moment où Mariette Sineau commence à travailler sur ce thème se produit pourtant une recrudescence des recherches et études sur les femmes en sciences sociales¹⁷. Elle est décrite¹⁸ comme le fruit d'une mobilisation concomitante de chercheur.e.s, du ministère de la Recherche et celui des Droits de la femme. Celle-ci prend notamment la forme de l'organisation d'un grand colloque sur le thème « Femmes, féminisme, recherches », organisé à Toulouse en décembre 1982, et qui amorce la reconnaissance scientifique des études féministes¹⁹. Il a des résultats immédiats du point de vue des développements des résultats des recherches consacrées à ce thème. Au CNRS, une action thématique programmée (ATP), est organisée en 1983 par le département des sciences humaines et sociales (SHS) du CNRS, en contrat de programme avec le ministère des Droits de la femme. Ce programme, intitulé « Recherches sur les femmes et recherches féministes », finance la recherche proposée par Mariette Sineau ; on y reviendra plus loin.

Lorsque Mariette Sineau lance cette enquête, il y a donc une effervescence des recherches sur les femmes, mais la problématique des rapports entre les femmes et la politique est loin d'être un champ constitué. Ainsi, les actes du colloque témoignent du « *faible apport de la science politique en matière d'études sexuées* » et de « *l'intérêt limité des chercheur.e.s et des militantes féministes en général pour tout ce qui touche alors à la politique* » (Gaspard, 2002)²⁰. Mariette Sineau fait un constat similaire dans le projet de recherche qu'elle dépose au CNRS en mars 1983 : « *ni les uns ni les autres n'ont étudié ni expliqué la place mineure occupée par les femmes dans le personnel politique français. Les rares travaux existant sur le sujet sont pour la plupart anciens ou d'inspiration très générale* ». Elle confirme et précise ce constat au moment de publier l'ouvrage tiré de l'enquête, en écrivant que « *l'étude des élites politiques féminines est un sujet peu développé en France* » (Sineau, 1988, p. 6)²¹.

¹⁶ Il faut rappeler que cette situation n'est pas le propre de la sociologie politique : on se situe à une époque où les études sur le « genre » étaient, de manière générale, plus rares en France que dans d'autres pays occidentaux (Gaspard, 2002).

¹⁷ « *C'est au milieu des années 70 que les études féministes ont émergé comme milieu organisé* » (ANEF, 1996).

¹⁸ On se réfère ici aux sources suivantes : Kail, 1982 ; Bash, 1983 ; Lagrave, 1990 ; ANEF, 1996 ; Rouch, 2001.

¹⁹ Subventionnée conjointement par les ministères de la Recherche et des Droits de la femme, il s'agit de la plus vaste consultation de chercheurs jamais réalisée sur les études féministes : plus de 800 participant.e.s et plus d'une centaine de communications publiées. Rose-Marie Lagrave estime que ce colloque représente « *l'acte de naissance quasi ritualisé du champ des recherches sur les femmes* » (Lagrave, 1990, p. 31).

²⁰ Faisant le bilan des recherches réalisées dans les années 1980 sur ce thème, François Gaspard estime que ces dernières « *ne s'intéressent pas, ou peu, à la place des femmes en politique, à leur comportement électoral et à leur place dans le milieu politique. (...). Ce qui est alors au centre des interrogations des chercheurs, c'est le pouvoir (ou l'absence de pouvoir) des femmes dans le monde du travail et dans la famille* » (Gaspard, 2002).

²¹ Pour un retour sur l'inscription des études féministes au sein du CNRS, voir Fougeyrollas-Schwebel, 2001.

Lorsque Mariette Sineau commence son enquête, le thème des femmes et de la politique est un thème émergent mais moins constitué qu'aujourd'hui. C'est dans ce contexte qu'elle construit une interrogation marquée par une diversité des ancrages et influences théoriques²².

2.2- Une diversité théorique : de l'anthropologie à la psychologie, en passant par la sociologie politique et les études féministes

Le cadre théorique qui sous-tend cette recherche peut être exposé autour de quatre grandes dimensions. Mariette Sineau mobilise plusieurs travaux traitant des questions de domination masculine ou de l'intégration / exclusion sociale des femmes, et de leurs conséquences en politique. Elle utilise également des travaux éclairant la position des femmes en politique autour d'un principe de lecture (socio)psychologique. Elle a recours par ailleurs à des notions faisant écho aux outils conceptuels de la sociologie des rôles ou de la déviance. Une dernière dimension renvoie à des références nombreuses à des écrits et témoignages féministes. Ces quatre dimensions apparaissent souvent mêlées dans la construction théorique de Mariette Sineau, et ne sont donc distinguées qu'à des fins analytiques.

2.2.1- Domination masculine, intégration féminine et pouvoir politique

Au titre des facteurs lourds expliquant la faible place des femmes en politique, la chercheuse mobilise des travaux anthropologiques. Dans le projet de mars 1983, elle cite par exemple l'anthropologue Maurice Godelier à propos de la complexité et la multiplicité des causes des « *diverses formes de domination masculine rencontrées dans l'histoire* » (Godelier, 1982, p. 351). En 1988, dans l'ouvrage tiré de l'enquête, Mariette Sineau précise ce positionnement théorique, qui s'ancre dans des références d'anthropologie politique. Il en va de la définition du pouvoir politique comme « *investi* », « *accaparé* » par les hommes, « *lié à l'exercice de la puissance virile* » (Sineau, 1988, p. 24, en référence à Braud, 1980, p. 161-162)²³. Elle mobilise également les analyses de Georges Balandier²⁴ consacrées à ce thème : « *on sait que, dans les sociétés anthropologisées, "le pouvoir est impensable sans référence à la sexualité, et qu'il est nécessairement de principe mâle. Il est en jeu dans les rapports entre sexes : le contrôle des forces de vie et de ces opérateurs sociaux que sont les femmes le fonde au commencement"* » (Sineau, 1988, p. 24-25, en référence à Balandier, 1985, p. 66-67). La chercheuse reprend cette idée selon laquelle ce tropisme anthropologique concerne surtout les femmes dans la période reproductive, le contrôle masculin s'exerçant de manière moins forte en ce qui concerne les femmes plus âgées (Sineau, 1988, p. 49)²⁵. Toujours dans l'ouvrage de 1988, Mariette Sineau élargit la comparaison, pour analyser la situation du « groupe » des femmes en politique, en la comparant à la situation des Juifs. Se référant ici à Jean-Paul Sartre (1954) ou encore à Simone de Beauvoir (1977), elle écrit notamment à ce propos que,

²² Ce travail de reconstitution a été opéré principalement à partir du projet déposé devant le CNRS en mars 1983 et des productions tirées de l'enquête par Mariette Sineau, notamment l'ouvrage de 1988.

²³ Philippe Braud est enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris et chercheur au CEVIPOF, spécialiste de sociologie politique, notamment de psychologie politique et des dimensions symboliques de la vie politique, dont les travaux sont influencés par la psychanalyse et l'anthropologie.

²⁴ Anthropologue français spécialiste de l'Afrique, professeur émérite de l'Université Paris V Descartes.

²⁵ Pour Georges Balandier, « *La femme âgée, hors de la période reproductive, est beaucoup moins soumise au contrôle masculin et peut alors accéder à des fonctions jusque-là interdites* » (Balandier, 1985, p. 62).

« en définitive, il apparaît que les femmes (politiques) sont, comme les Juifs, surdéterminées dans leurs rapports aux autres » et que « pour elles comme pour eux, il y a un “redoublement de la relation fondamentale à autrui” » (Sineau, 1988, p. 22, en référence à Sartre, 1954 p. 96).

Mariette Sineau développe également une problématique sociologique en termes d'intégration / exclusion sociale des femmes. Dans une optique bourdieusienne, elle évoque une sorte de « *loi sociologique* » liant le degré de sensibilité au féminisme des hommes politiques au risque pour ces derniers de perdre leur privilège (Sineau, 1988, p. 45)²⁶. Il s'agit de mettre au jour l'importance d'un facteur caché, celui du sexe, généralement rendu invisible par la classe sociale. Cette prise de position contre l'invisibilisation du « sexe » dans les travaux de sociologie focalisés sur la variable « position sociale » s'observe dans plusieurs de ses travaux antérieurs, notamment ceux menés avec Janine Mossuz-Lavau. Par exemple, dès la première page de l'introduction du rapport CORDES de 1980 (intitulé « *Les femmes françaises en 1978, insertion sociale, insertion politique* »), il est question des propriétés de sexe comme étant non réductibles à la classe sociale, *via* la référence à *La Distinction* de Pierre Bourdieu (1979, p. 119). Dans un article publié en 1980 dans la revue *Sociologie du travail* (intitulé « L'ouvrière française et la politique »), il est fait référence à « *la classe ouvrière dont on postule trop souvent à tort l'unité* », insistant sur la nécessité de prendre en compte le sexe dans la sociologie du monde ouvrier. Cette problématique renvoie à un paradigme classique en sociologie électorale française, développé notamment autour de l'abstentionnisme électoral (Lancelot, 1968). Pour Mariette Sineau, il s'agit de prendre en compte les changements qui ont affecté depuis les années 1960 la vie des femmes et de chercher les facteurs économiques, sociaux, culturels, politiques, qui structurent cette logique d'intégration / exclusion à la société politique. Dans le projet de mars 1983, Mariette Sineau relie le facteur d'intégration socio-économique et l'insertion politique. Au soutien de ce projet, notamment pour appuyer son propos sur le mécanisme d'abstention des femmes, la chercheuse cite ses travaux antérieurs, par exemple son enquête publiée en 1978 dans la *Revue française de science politique* sur les élections municipales de 1977, qui se fonde sur le dépouillement des listes d'émargement. Le niveau d'études ainsi que la position sur l'échelle sociale favorisent également l'implication politique : « *lorsqu'elles exercent (ou ont exercé momentanément) une profession, les femmes affirment souvent, comme les hommes, leur compétence politique et revendiquent pour la population féminine une part du pouvoir politique* ». La chercheuse ajoute que « *l'expérience professionnelle infléchit les comportements de presque toutes les femmes : y compris de celles que leur absence de formation scolaire ou de qualification n'a pas préparé à prêter attention à la politique ou à défendre des revendications féministes* »²⁷.

2.2.2- Des références multiples à l'univers de la psychologie

Une deuxième dimension importante de cette enquête est la multiplicité des références faites par Mariette Sineau à des travaux à teneur psychologique ou socio-psychologique²⁸.

²⁶ Pour Pierre Bourdieu, « *La propension des hommes politiques au féminisme varie en raison inverse du degré auquel les transformations qu'il implique touchent au principe de leur privilège* » (Bourdieu, 1972).

²⁷ En référence ici à une étude précédente (Sineau, 1978).

²⁸ Sur l'importance de l'approche psychosociologique de la politique au sein du CEVIPOF, à l'époque où l'enquête a été réalisée, voir l'enquête sur l'enquête « *Représentation du champ social, attitudes politiques et changements socio-économiques* ». Sur la place de la psychologie dans la science politique française, voir Marie, 2005, 2012.

Cette dernière cite, dans le rapport de 1986 et l'ouvrage de 1988, plusieurs auteurs qui ont utilisé dans leurs travaux une approche inspirée par la psychologie ou la psychanalyse. Elle cite Georges Balandier à propos des « *interprétations de l'anthropologie psychanalytique* » selon lesquelles la domination masculine sur les femmes est encore plus forte en matière de pouvoir (Balandier, 1985, p. 62). Elle mobilise les travaux de Pierre Legendre²⁹, lorsqu'elle questionne la dimension supposément féminine de l'idéal de désintéressement : « *les femmes politiques ne sont-elles pas, comme la plupart de leurs homologues masculins, amenées à rationaliser les raisons de leur engagement ? A mettre en avant leur désir de servir, et à dissimuler leurs ambitions personnelles ou leur volonté de puissance ? Car on connaît, depuis notamment les travaux de Pierre Legendre, l'interdit qui porte sur la jouissance. "La jouissance est défendue en tous les sens de la formule. Autrement dit, la jouissance du pouvoir ne comporte aucun plaisir et ceux qui prennent plaisir à exercer l'autorité ne peuvent que s'en cacher. L'idéal au service de l'Etat sert à cela notamment : dissimuler la libido dominandi..."* » (Sineau, 1988, p. 122, en référence à Legendre, 1976, p. 187). À propos d'un supposé modèle maternel d'autorité, censé être différent du modèle paternel d'autorité, elle fait référence à Gérard Mendel³⁰ (Sineau, 1988, p. 35, en référence à Mendel, 1967, p. 82). De manière générale, elle accorde de l'importance aux logiques psychosociales ou psychoaffectives de la vie politique³¹, et particulièrement aux émotions et à des éléments psychanalytiques. Elle convoque ainsi des éléments d'ordre psychologique pour décrire la notion de « *complexe d'infériorité* » des femmes en matière de politique, mobilisant Sartre dans une analogie avec un « *complexe judaïque* » : « *c'est la peur de ne pas être à la hauteur qui est la réaction la plus courante. On pourrait même parler de complexes féminins comme certains psychanalystes ont pu parler de "complexes judaïques", dans la mesure où les femmes, comme les Juifs se sont, elles aussi, "laissées emprisonner par une certaine représentation que les autres ont d'elles (d'eux) et vivent dans la crainte que leurs actes s'y conforment"* » » (Sineau, 1988, p. 102, en référence à Sartre, 1954, p. 115). Elle qualifie de « *guerre psychologique* » (1988, p. 29) les réactions des hommes face à la possible entrée des femmes en politique ; ces attitudes sont vues ainsi non seulement comme de la misogynie, mais aussi comme des réactions de défense liées à une peur de la concurrence. Elle décrit les conduites des femmes politiques comme des « *conduites de surcompensation* » (*ibid.*, p. 99), une notion éminemment psychologique. Elle évoque également les « *blocages psychologiques* » (*ibid.*, p. 107) qui font que, selon elle, certaines femmes politiques préfèrent conserver une protection au-dessus d'elles, en raison de leur sentiment d'infériorité.

2.2.3- Une résonance avec la sociologie des rôles³² et de la déviance

Pour compléter ce panorama, Mariette Sineau opère de nombreuses références à des notions faisant écho aux outils conceptuels de la sociologie des rôles ou de la déviance³³.

²⁹ Historien du droit et psychanalyste, professeur émérite à l'Université de Paris I.

³⁰ Psychiatre, socio-psychanalyste et anthropologue français, promoteur de la « socio-psychanalyse ».

³¹ Braud, 1980. Quelques années plus tard, Philippe Braud (1995) publie un article sur ce même thème.

³² Sur la notion de rôle, voir l'enquête sur l'enquête « *Le Parlement français et l'Union européenne (1993-2005) : l'Europe saisie par les rôles parlementaires* », (http://www.bequali.fr/fr/les-enquetes/lenquete-sur-lenquete/cdsp_bequali_sp3/). Soulignons ici que « *le concept de genre peut être considéré à la fois comme un prolongement et un dépassement de la notion de « rôles sexuels* » (Neveu, Guionnet, 2009, p. 24),

Ainsi, dès l'introduction de l'ouvrage, la chercheuse écrit que « *cet ouvrage aborde les rôles non naturels, c'est-à-dire inhabituels des femmes* » (Sineau, 1988, p. 2), ou encore le fait que les femmes « *occupent, plus souvent que les hommes, des rôles sociaux subordonnés* » (p. 3). Elle mobilise aussi l'historien Jacques Revel à propos des catégories de « masculin » et de « féminin » et de l'historicité des rôles sexuels (Revel, 1984, p. 47). Mariette Sineau évoque « *la césure entre les rôles sexuels* », qu'elle souhaite questionner dans l'enquête : « *aux femmes revient le social et les tâches d'entretien et de reproduction de la société, aux hommes revient le politique* » (Sineau, 1988, p. 88-89). Elle détaille successivement dans l'ouvrage les différents « rôles féminins » qui influencent les normes de comportement s'imposant aux femmes politiques, qu'il s'agisse des rôles de « mère », de « sœur », de « reproductrice/mère de famille », de « maîtresse », de « petite amie », de « collaboratrice », d'« adjointe », de « secrétaire », etc. En lien avec la dimension précédente, elle souligne aussi le fait qu'on « incite » les femmes à « *mettre en œuvre les qualités psychologiques qui s'attachent à ces différents rôles* » (*ibid.*, p. 35).

La résonance entre les théorisations proposées par Mariette Sineau et les notions de la sociologie de la déviance est également marquée. C'est notamment le cas lorsqu'elle se demande, à propos des femmes politiques : « *revendiquent-elles une différence, une altérité, ont-elles le sentiment d'être des marginales, des "déviantes" par rapport à la normalité masculine ?* » (*ibid.*, p. 6-7). Elle parle également d'un « *enfermement dans l'altérité* » (*ibid.*, p. 34 et s.). Revenant sur les témoignages recueillis, elle souligne que les femmes politiques interrogées « *disent à quelles conditions il y a pour elles cumul de handicaps, et aggravation de la transgression aux yeux des autres, à quelles conditions il y a au contraire amenuisement des obstacles et quasi-acceptation de la "déviance"* » (*ibid.*, p. 48).

2.2.4- Des références nombreuses à des écrits et témoignages féministes

Dans l'ouvrage, on trouve également de nombreuses références à des écrits féministes, notamment des témoignages de femmes impliquées dans la vie politique ou sociale. Citons, parmi les principales références, les écrits de Brigitte Gros (1973), d'Evelyne Le Garrec (1976), d'Huguette Bouchardeau (1977, 1977), de Françoise Giroud (1977), de Françoise Gaspard (1979), de Louise Weiss (1980), de Colette Piat (1981) et d'Alice Saunier-Seïté (1982). On trouve aussi la référence à une synthèse socio-historique sur le féminisme (Léger, 1982). On relève surtout la mobilisation, à plusieurs reprises, d'une des publications majeures des études féministes, *Le Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir (1977). D'une certaine manière, on retrouve ici cette entreprise de dénaturalisation du sexe, de distinction entre nature et culture, qui est au fondement de la notion de « genre ».

L'emploi du terme « genre » est cependant en partie anachronique ici. En effet, aussi bien dans cette enquête que dans ses premiers travaux, Mariette Sineau ne revendique pas explicitement – pas plus d'ailleurs qu'une grande partie des chercheur.e.s travaillant sur des problématiques proches à la même époque – ce regard sur les faits sociaux étudiés. Si on prend comme point de référence ses rapports d'activité au CEVIPOF, Mariette Sineau

³³ Précisons qu'il ne s'agit pas de références explicites à des auteurs représentatifs de ces courants de la sociologie, mais de références à des notions qui sont passés dans l'ordinaire de la « boîte à outil conceptuelle » sociologique.

n'emploie le terme pour la première fois que pour la période 2000-2003³⁴. A ce sujet, Éric Fassin fait le commentaire suivant : « *sans doute la plupart des chercheuses françaises envisagent-elles le terme gender avec prudence, voire avec méfiance, pour lui préférer, justement, les "rapports sociaux de sexe" : elles craignent en effet que le genre n'occulte les femmes, ou plus précisément les rapports de domination qui constituent la différence des sexes* » (Fassin, 2008)³⁵.

Ce cadre théorique général étant posé, présentons la manière dont le terrain a été réalisé.

3- Réalisation du terrain

Pour comprendre comment le terrain a été investi et concrètement mené, il faut d'abord préciser l'intention de recherche poursuivie par Mariette Sineau, qui consiste à interroger la place mineure des femmes dans l'élite du personnel politico-administratif français.

3.1- L'intention de recherche : interroger la place mineure des femmes dans l'élite du personnel politico-administratif français

Avant de décrire la manière dont l'objet ainsi que la problématique de recherche ont été construits, revenons sur l'origine du projet. Comme exposé précédemment, elle relève de la rencontre entre deux dynamiques. Il s'agit d'abord du prolongement d'un programme de recherche personnel engagé depuis les premiers travaux de Mariette Sineau, approfondi au début des années 1980 (autour d'études sur les élues et candidates aux élections municipales de 1983, ou sur la sous-représentation des femmes dans plusieurs univers sociaux), et actualisé dans le projet déposé au CNRS. Il s'agit aussi d'une opportunité très directement liée aux suites du colloque de 1982 organisé à Toulouse, évoqué précédemment, sur le thème « Femmes, féminisme, recherches ». En effet, l'Action thématique programmée « Recherches sur les femmes et recherches féministes » va servir de financement à la recherche proposée par Mariette Sineau (68 opérations de recherches seront financées au total en deux vagues, en 1983 et 1985). Plus précisément, le Comité technique de l'ATP rédige un premier appel d'offres diffusé par le CNRS en juillet 1983 ; 36 projets sont retenus en octobre 1983. Le projet de Mariette Sineau, intitulé : « *Les femmes en politique : reproduction ou novation* », est cité à la 33^e place de cette liste (sans qu'on sache la signification de ce classement)³⁶. Le comité de l'ATP et la direction générale du CNRS lui octroient un crédit de 60 000 francs³⁷. Dans la mesure où il n'a pas été possible de consulter les archives de l'ATP, ni de consulter le projet déposé par Mariette Sineau, nous nous appuyons ici uniquement sur les contours du programme de recherche déposé devant le CNRS en mars 1983.

En abordant cette enquête, Mariette Sineau interroge un double paradoxe. D'abord du côté de la réalité sociale elle-même. Ainsi elle écrit que, si « *l'entrée massive des femmes*

³⁴ Précisons ici qu'on désigne sous ce terme les « études de genre », très diverses, mais dont l'objet commun est de questionner la correspondance entre le genre (notion culturelle de masculin et de féminin) et le sexe (dimension biologique d'homme et de femme).

³⁵ Pour un retour sur les usages de la notion en science politique, voir par exemple Jenson, Lépinard, 2009.

³⁶ Source : NQF, 1984.

³⁷ Source : *Rapport d'activité à 2 ans (1983-84)* déposé par Mariette Sineau devant la section 38 du CNRS. Dans le *Rapport d'activité à 2 ans (janvier 1987-mai 1989)*, il est indiqué que le crédit octroyé est de 80 000 francs.

françaises dans la vie active salariée » a été le catalyseur de leur implication plus importante dans les affaires publiques, elle n'a cependant eu en retour qu'un « *impact très limité sur la féminisation du personnel politique* » – la France étant en retard sur ce plan comparativement à la plupart des autres pays européens. La chercheuse considère qu'aucune recherche d'ensemble n'a répondu à une sorte d'énigme : quarante ans d'exercice des droits politiques articulés au mouvement féministe n'ont pas réellement amélioré la place des femmes en politique. Elle écrit, à propos des « *maigres acquis de quarante ans de citoyenneté* » : « *l'intérêt croissant que portent les Françaises aux affaires publiques contraste étrangement avec le fait qu'elles sont encore, en majeure partie, absentes du personnel politico-administratif* ». Ensuite du côté de la faible prise en compte de ce phénomène par la sociologie (politique) française au début des années 1980, dont on a déjà dit quelques mots précédemment.

Comme l'indique le projet déposé au CNRS en mars 1983, Mariette Sineau souhaite initialement³⁸ développer deux axes de recherche. D'abord, une « *étude des acteurs féminins qui de la IV^e à la V^e République ont fait partie du personnel politique* », en posant la question suivante : « *les représentations et les discours de la minorité de femmes qui ont choisi d'entrer dans le monde masculin aident-ils à la compréhension du phénomène ?* ». Ensuite, une « *réflexion sur les facteurs de la sous-représentation politique féminine. Facteurs qui sont nombreux, à la fois socio-économiques, culturels, institutionnels* », sachant que, pour la chercheuse, « *cette diversité n'exclut sans doute pas une hiérarchisation* ».

Concernant le premier axe, l'interrogation générale est la suivante : « *les pratiques et les actions, le profil personnel des "femmes politiques" tendent-ils à l'imitation du modèle masculin ou à l'émergence d'un autre modèle, à la revendication d'une identité propre ?* ». La chercheuse souhaite mettre au jour « *la spécificité de leurs comportements, de leurs profils de carrière, étudier l'étendue des pouvoirs exercés et leur forme d'expression, la nature des fonctions dévolues, le rôle joué par les élues et la conscience qu'elles en ont* ». Précisément, Mariette Sineau pose quatre séries de questions :

1. D'abord, le personnel politique féminin présente-t-il le même profil et les mêmes caractéristiques sociologiques que le personnel masculin ? Il s'agit de vérifier si on retrouve le même duopole « *enseignants-fonctionnaires* », c'est-à-dire le même schéma décrit pour la V^e République, à savoir : au sommet de l'Etat la haute administration ; au Parlement le corps professoral ; au niveau local les enseignants du secondaire et du primaire. Mariette Sineau fait l'hypothèse que les femmes étant concentrées plutôt au bas de la hiérarchie des métiers enseignants (institutrices), les femmes politiques institutrices devraient être les plus nombreuses. À l'appui de cette hypothèse, elle cite les travaux de Geneviève Bécane (1974) et Véronique Aubert (1980).
2. Ensuite, l'entrée en politique se fait-elle de la même manière chez les hommes et chez les femmes ? Ici Mariette Sineau fait l'hypothèse que c'est l'investissement préalable dans des structures militantes qui sera déterminant, et que ce phénomène sera plus marqué à gauche, car la gauche privilégie davantage l'engagement militant (sur ce point, voir plus bas). Elle fait aussi l'hypothèse que le cursus politique des femmes devrait suivre une voie

³⁸ Dans ce qui suit, les citations sont extraites du texte du projet de Mariette Sineau déposé au CNRS.

plus classique (de la périphérie vers le centre), et être plus court et moins ambitieux – mobilisant à l'appui de cette hypothèse un travail réalisé par Yves Mény (1979)³⁹.

3. Par ailleurs, Mariette Sineau s'intéresse aussi à l'implantation géographique des élues. Elle souligne le constat de la grande carence d'élues et de candidates en zone rurale au début des années 1980, et projette de vérifier si ce constat est toujours d'actualité⁴⁰.
4. Enfin elle s'intéresse au rôle joué par les élues. Elle se demande si ces dernières commencent à sortir de leur rôle traditionnel – qui les a jusque-là cantonnées dans le domaine de l'éducation et des affaires sociales.

Concernant le deuxième axe, les facteurs de la sous-représentation politique féminine pris en compte sont au nombre de quatre.

1. D'abord, Mariette Sineau prend en compte des facteurs socio-économiques, envisagés ici comme un prolongement de ses travaux menés avec Janine Mossuz-Lavau sur les comportements féminins. La chercheuse fait l'hypothèse que les femmes occupent encore des « *rôles sociaux plus subordonnés que les hommes* » (faisant référence ici à une moindre insertion professionnelle ou une sous-représentation au sein de l'élite socio-économique), mais aussi que les tâches familiales et ménagères leur incombent – encore – davantage, avec pour conséquence que les coûts de l'engagement et du militantisme sont plus élevés pour elles.
2. Ensuite, elle mobilise les facteurs culturels à propos de la réticence de « l'opinion » – aussi bien les hommes que les femmes elles-mêmes – à ce que les femmes fassent de la politique. Elle écrit à ce propos que « *les femmes ne sauraient donc s'appuyer davantage sur les femmes pour faciliter leur promotion* ». La politique étant définie comme un domaine masculin par excellence, Mariette Sineau souligne la persistance d'un « *sentiment d'incompétence fortement ancré dans les consciences féminines. Nombre d'électrices n'ont pas l'impression d'avoir le droit à la parole, ne se sentent pas socialement autorisées à s'occuper des affaires publiques* »⁴¹. La conséquence de ce sentiment d'incompétence est de « *renforcer les stéréotypes dominants, légitimer le quasi-monopole des hommes sur les moyens de gouverner* ». On retrouve ici les fondements anthropologiques de la domination masculine évoqués plus haut, Mariette Sineau reprenant ici une idée développée par Maurice Godelier, selon laquelle « *en matière d'oppression la domination d'une fraction de la société sur une autre (sexe, caste, classe, race) n'est pleinement fondée, légitimée, qu'au moment où ce sont les victimes qui deviennent les coupables, les premiers responsables du sort qu'elles subissent* » (Godelier, 1982, p. 352).
3. Les facteurs politiques et institutionnels envisagés sont également nombreux. Mariette Sineau écrit notamment que « *c'est dans la spécificité du personnel politique français qu'il faut aussi et surtout chercher les raisons du monopole masculin* », souhaitant

³⁹ À propos d'une enquête menée à Rennes auprès de conseillères municipales.

⁴⁰ Elle se fonde ici notamment sur son étude menée pour le Ministère des Droits de la femme, sur les femmes élues conseillères municipales et maires à l'issue des élections municipales de mars 1983 (Sineau, 1983). A travers cette étude, « *il apparaît notamment que les départements urbanisés et industrialisés ont élu la plus grande proportion de femmes mais qu'en revanche, la profession par rapport à 1977 est la plus forte dans la France rurale* » (Source : Rapport scientifique CEVIPOF, 1979-1983 & 1983-1987).

⁴¹ Avec une référence au rapport intitulé « *Les femmes en France dans une société d'inégalités* » (Roudy, 1982).

approfondir une orientation qui n'a, « *jusqu'à présent, fait l'objet d'aucune investigation* ». La chercheuse interroge ainsi le rôle des partis politiques à propos de la « *marginalisation féminine dans les appareils partisans* », considérée comme plus marquée à droite qu'à gauche. Elle introduit l'idée qu'à l'époque de l'enquête les choses étaient en train de changer, notamment en raison d'une « *révolte d'un certain nombre de militantes* »⁴², avec pour conséquence « *la montée des femmes dans la hiérarchie des partis* » ou « *le développement des candidatures féminines aux diverses élections* » depuis les années 1970. Elle interroge également l'influence du système électoral, qu'il s'agisse du mode de scrutin (par un « *effet direct très dissuasif sur les candidatures de femmes* »)⁴³ ou du cumul des mandats (par un effet d' « *accaparement des fonctions* »), qui défavorisent les femmes. Elle interroge aussi l'influence des institutions de la V^e république. La chercheuse se demande si le système mis en place en 1958 n'a pas « *“gelé” la promotion politique des femmes* », en lien avec la prééminence prise par la haute fonction publique, et notamment les membres des grands corps⁴⁴, en lien aussi avec l'inversion du cursus politique classique constatée sous la V^e République (du sommet vers le bas), qui ont pour conséquence de mettre « *les femmes sur la touche* ». Elle fait l'hypothèse que l'accession de la gauche au pouvoir en 1981 est de nature à favoriser une certaine féminisation du personnel politique, en raison de la « *sociologie du pouvoir socialiste* » (en référence à Dagnaud, Mehl, 1982) : « *la prime donnée à l'engagement politique sur la “compétence” des technocrates issus des grandes Ecoles pourrait ouvrir la voie à une certaine “relève des sexes”. D'ores et déjà, les femmes ont accru sensiblement leurs effectifs dans les cabinets ministériels* ».

4. Enfin, en lien avec ce qui précède, le rôle du système d'enseignement est également envisagé. Est en cause ici la coexistence de deux systèmes d'enseignement supérieur : l'Université et les grandes écoles, « *qui ont en premier lieu la responsabilité de former l'élite* ». Mariette Sineau écrit que « *la sélection par l'Etat des élites, à travers les grandes écoles, est peu démocratique* », ajoutant qu' « *on dénonce moins souvent le fait qu'elle est sans doute un obstacle majeur à toute féminisation du personnel politico-administratif* ».

Au total, Mariette Sineau estime que, dans la haute administration comme plus généralement en politique, les femmes se heurtent à une sorte de « *barrage* » qui consiste à maintenir entre elles et les hommes une forme de division du travail fondée sur des aptitudes prétendument différentes. Le handicap tenant à l'appartenance de sexe n'est pas surmonté par l'appartenance de classe – en l'occurrence aux classes sociales « *privilegiées* » ou aux élites. Pour appuyer son propos, Mariette Sineau mobilise de nombreux travaux consacrés

⁴² Elle renvoie à une recherche avec Janine Mossuz-Lavau qui abordait ce point (Sineau, Mossuz-Lavau, 1981).

⁴³ Notamment le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour les élections législatives. Mariette Sineau écrit ainsi que « *le scrutin majoritaire est, dans tous les cas, peu propice à l'élection des femmes. Tous les pays qui le pratiquent se signalent par un taux de présence très faible de femmes au Parlement* ».

⁴⁴ Sont mobilisés ici les références suivantes : Suleiman, 1976 ; Birnbaum, 1977 ; Bodiguel, 1978, De Baecque, 1979. Mariette Sineau utilise également sa propre recherche menée sur *Les femmes et l'ENA* (1974), ainsi qu'une enquête sur *L'Enarchie au féminin* (Mengual, Du Mesnil du Buisson, 1982). Mariette Sineau écrit ainsi qu' « *il est clair que la mise en place de cette “République des bons élèves” a exclu de fait les femmes* ».

aux élites politiques ou administratives⁴⁵. Elle estime donc que la politique résiste bel et bien, contrairement à des univers sociaux qui ont connu une féminisation marquée. Dans le rapport de 1986 tout comme dans l'ouvrage publié en 1988 sont cités une série de travaux menés depuis les années 1970 sur la féminisation de certaines professions ou de certains secteurs d'activité pourtant réputés masculins, qui attestent du contraste avec l'univers politique⁴⁶. Cette ambition supposait de produire de nouvelles données susceptibles de répondre à ces questions, et donc d'investir un nouveau terrain en allant notamment interroger des femmes politiques. Va être maintenant exposée la manière dont le travail de collecte des témoignages a été organisé. Et pour commencer, nous allons décrire l'organisation et le déroulement de la campagne d'entretiens.

3.2- Organisation et déroulement de la campagne d'entretiens

La mise en œuvre du terrain est échelonnée sur environ deux ans. A la suite de l'attribution du financement par le comité de l'ATP fin 1983, une phase d'opérationnalisation de la recherche est menée début 1984⁴⁷, puis le terrain démarre avec le premier entretien réalisé en mai 1984. Le dernier entretien est réalisé début juillet 1985.

Dans son projet déposé devant le CNRS en mars 1983, Mariette Sineau annonce vouloir interroger un échantillon d'élues nationales et locales, et de responsables de partis au niveau local, fédéral, national, selon un principe de diversification – en s'efforçant notamment de tenir compte des clivages de génération, culturels et professionnels d'origine, et de la situation familiale. Au final, sont privilégiées les femmes politiques « *exerçant des responsabilités élevées pour appréhender les attitudes de celles qui se situent au centre des prises de décision* », l'objectif poursuivi étant de savoir « *si le changement peut venir (aussi) de l'intérieur, de celles qui détiennent des positions stratégiques de pouvoir* » (Sineau, 1986, p. 7). Ce « *parti-pris excluait les femmes engagées à un niveau politique intermédiaire ou de base* » : en conséquence « *aussi bien les élues locales que par exemple les responsables fédérales des partis* » n'ont pas été prises en compte (*ibid.*). Mariette Sineau a aussi choisi d'exclure « *les femmes occupant, à l'extrême centre du pouvoir politique, des charges ministérielles* », partant notamment du postulat selon lequel « *l'exercice de fonctions gouvernementales imposait aux titulaires certains devoirs de réserve qui ne permettaient peut-être pas de mener les interviews dans les meilleures conditions* » (*ibid.*).

⁴⁵ Ainsi, dans le projet de mars 1983, la chercheuse cite les travaux d'Ezra Suleiman sur *Les hauts fonctionnaires et la politique* (1976) ou *Les élites en France* (1979), de Pierre Birnbaum sur *Les sommets de l'Etat* (1977), de Jean-Luc Bodiguel sur *Les anciens élèves de l'ENA* (1978), de Francis de Baecque sur *L'interpénétration des personnels politique et administratif* (1979), de Véronique Aubert sur *Les spécificités du personnel politique français* (1980) ou de Monique Dagnaud sur *L'élite rose* (1982). Dans le rapport remis à l'ATP en 1986, la chercheuse mobilise d'autres travaux, comme celui de Roland Cayrol, Jean-Luc Parodi et Colette Ysmal sur *Le député français* (1973), de Colette Ysmal sur les *Élites et leaders* (1973), de Véronique Aubert et Jean-Luc Parodi sur *Le personnel politique français* (1980), ou de Pierre Birnbaum sur *Les élites socialistes au pouvoir* (1986). Enfin dans l'ouvrage de 1988, la chercheuse ajoute deux références, celle de Pierre Birnbaum sur *La classe dirigeante française* (1978), et celle de Bertrand Badie et Pierre Birnbaum sur la *Sociologie de l'Etat* (1979).

⁴⁶ Plus précisément : l'obstétrique (accoucheurs et sages femmes, Gelis, 1977), l'enseignement (les institutrices, Dehlome, Gault, Gonthier, 1980), le pouvoir ou les cadres dans l'entreprise, Aubert, 1982 ; Huppert-Laufer, 1982), la médecine (les femmes médecins, Fouquet, 1983).

⁴⁷ Source : *Rapport d'activité à 2 ans (1983-1984)*.

Le tableau ci-dessous reproduit la liste actualisée des 41 femmes politiques interrogées⁴⁸, dont le profil est décrit à l'aide des propriétés suivantes : la date de naissance, la ou les principales fonctions politiques exercées au moment de l'enquête, et l'appartenance politique. Par ailleurs sont précisés la date et le lieu de l'entretien ainsi que le nombre de pages dactylographiées pour chaque transcription originelle.

Profil des enquêtées⁴⁹

N°	Nom	Date de naissance	Principale fonction politique exercée ⁵⁰	Appartenance politique ou syndicale	Date de l'entretien	Lieu de l'entretien	Nb de pages originel
1	Christiane PAPON	1924	Membre du conseil politique du parti	RPR	15/05/1984	Mairie	51
2	Denise CACHEUX	1932	Députée AN	PS	29/05/1984	AN	47
3	Odile MARTIN-VERRIER	1950	Membre du bureau national du parti	MRG	04/06/1984	Assemblée nationale	30
4	Martine FRACHON	1937	Députée AN	PS	04 et 05/06/1984	AN	32
5	Martine BURON	1944	Secrétaire nationale aux luttes des femmes du parti	PS	07/06/1984	Assemblée nationale	36
6	Marie-Thérèse PREVEL	1942	Secrétaire nationale du MRG	MRG	08/06/1984	NC	34
7	Hélène MISSOFFE	1927	Députée AN	RPR	20/06/1984	Assemblée nationale	27
8	Muguette JACQUAINT	1942	Députée AN	PCF	25/06/1984	Mairie de la Courneuve	66
9	Danielle BIDARD	1939	Sénatrice	PCF	26 et 29/06/1984	Sénat	29
10	Colette GOEURIOT	1939	Députée AN	PS	03/07/1984	Assemblée nationale	35
11	Berthe FIEVET	1930	Députée AN	PS	05/07/1984	Assemblée nationale	32
12	Hélène LUC	1932	Sénatrice (présidente du groupe parlementaire communiste)	PCF	12/09 et 04/10/1984	Sénat	11
13	Colette CHAIGNEAU	1936	Députée AN	MRG	21/09/1984	Assemblée nationale	28
14	Christiane SCRIVENER	1925	Députée PE & Membre du bureau politique du parti	PR	18/10/1984	NC	42
15	Marie-Noëlle LIENEMANN	1951	Députée PE & Secrétaire nationale adjointe du parti	PS	31/10/1984	Assemblée nationale	26
16	Monique PELLETIER	1927	Membre du conseil politique de l'UDF	PR	06/11/1984	NC	16
17	Véronique NEIERTZ	1942	Députée AN & Membre du bureau exécutif du parti	PS	12/11/1984	Assemblée nationale	38

⁴⁸ Dans un rapport intermédiaire remis au comité de l'ATP (en date du 12 octobre 1984), Mariette Sineau prévoyait de réaliser une trentaine d'entretiens ; finalement elle en a réalisé 41.

⁴⁹ Ce tableau a été rédigé en reprenant les informations fournies par le centre de documentation du CEVIPOF, actualisées avec l'annexe 1 de l'ouvrage (liste des femmes interrogées). Certaines informations ont été corrigées a posteriori, après consultation des fiches Wikipedia par exemple.

⁵⁰ Font foi les indications mentionnées en gras par Mariette Sineau dans l'annexe 1 de l'ouvrage. Ponctuellement ont été rajoutées des fonctions qui correspondaient aux principes de sélection mise en oeuvre par Mariette Sineau. Glossaire : AN = Assemblée nationale ; PE = Parlement européen ; NC = non communiqué

18	Paulette FOST	1937	Maire de Saint-Ouen (ancienne députée AN)	CGT / PCF	13/11/1984	Assemblée nationale	40
19	Jacqueline THOME- PATENÔTRE	1906	Députée PE & Membre du comité exécutif et du bureau national du parti	PR	22/11/1984	A son domicile	34
20	Nicole CHOURAQUI	1938	Députée PE & Membre du bureau politique du parti & adjointe au maire de Paris	RPR	23/11/1984	Assemblée nationale	18
21	Simone MARTIN	1943	Députée PE & Membre du bureau du parti	PR	06/12/1984	Assemblée nationale	28
22	Françoise RICHARD	1940	Maire de Noisy-Le-Grand	RPR	11/12/1984	Mairie de Noisy-Le- Grand	14
23	Marie-France LECUIR	1941	Députée AN	PS	18/12/1984	Assemblée nationale	35
24	Florence d'HARCOURT	1929	Députée AN	RPR	08/01/1985	Assemblée nationale	25
25	Françoise SÈME	NC	Responsable du parti	RPR	23/01/1985	NC	36
26	Ghislaine TOUTAIN	1946	Députée AN	PS	25/01/1985	Assemblée nationale	28
27	Christine BOUTIN	1944	Responsable du parti	PR	01/02/1985	NC	45
28	Nicole BRICQ	1947	Responsable du parti & Premier secrétaire de la fédération de Paris	PS	05/02/1985	Siège du PS	38
29	Anne TREGOUET	1945	Secrétaire nationale adjointe du parti & Membre suppléant du bureau exécutif	PS	15/02/1985	NC	40
30	Michèle ALLIOT-MARIE	1946	Secrétaire nationale du parti	RPR	26/02/1985	Siège du RPR	30
31	Rolande PERLICAN	1931	Sénatrice	PCF	06/03/1985	Sénat	63
32	Christiane MORA	1938	Députée AN & Secrétaire nationale du parti	PS	14/03/1985	Assemblée nationale	41
33	Gisèle HALIMI	1927	Ancienne députée AN	PS	18/03/1985	Dans ses bureaux	27
34	Magdeleine ANGLADE	1921	Députée PE & Membre du comité directeur et du bureau national du parti & Maire adjointe de Paris	CNI	19/03/1985	Assemblée nationale	44
35	Renée SOUR	1940	Députée PE & Responsable du parti	PS	02/04/1985	Assemblée nationale	30
36	Monique MIDY	1930	Sénatrice & Responsable du parti	PCF	11/04/1985	Sénat	50
37	Marie-Louise MATHURIN	NC	Membre du bureau politique et du comité central du parti	RPR	18/04/1985	NC	49
38	Mireille BERTRAND	1941	Membre du bureau politique et du comité central du parti	PCF	22/04/1985	NC	37
39	Geneviève LE BELLEGOU- BEGUIN	1926	Sénatrice	PS	14/05/1985	Sénat	38
40	Marie-Claude BEAUDEAU	1937	Sénatrice	PCF	01/07/1985	Sénat	46
41	Marie JACQ	1919	Députée AN	PS	09/07/1985	AN	62

En l'absence de documents d'archives ou d'entretien avec la chercheuse, qui auraient pu apporter des renseignements sur cet aspect, il n'est pas possible de reconstituer plus précisément les conditions de déroulement du terrain. Soulignons ici quelques propriétés du corpus d'enquêtées. Les deux tiers environ des femmes politiques interrogées militent dans un parti de gauche (PS, PCF ou MRG). Cette surreprésentation de la gauche reflète la surreprésentation des femmes dans les groupes parlementaires de gauche à l'époque de l'enquête, au Sénat et surtout à l'Assemblée nationale (7^e législature), à la suite des élections législatives de 1981, qui ont porté la gauche au pouvoir (Sineau, 1988, p.5). Dès l'introduction du projet déposé au CNRS en mars 1983, Mariette Sineau marque son intérêt pour la gauche : « *en 25 ans, la proportion de femmes a ainsi doublé parmi les adhérentes du PC, quadruplé parmi ceux du PS. Elles sont aussi présentes dans les syndicats* ». Ce trait est également observable dans ses travaux antérieurs, notamment le travail sur les attitudes de gauche des 16-34 ans en milieu urbain (Sineau, Mossuz-Lavau, 1976), sur le militantisme féminin au PCF (Subileau, Sineau, 1977) sur les ouvrières (Mossuz-Lavau, Sineau, 1980b) ou les femmes en général (Mossuz-Lavau, Sineau, 1980a)⁵¹. Il est également observable dans ses travaux postérieurs⁵². La poussée de féminisme au sein du PS et du PCF ayant eu lieu à la fin des années 1970, ainsi qu'une grande importance de la parité pour la gauche en général, peuvent sans doute expliquer que la chercheuse se soit davantage intéressée aux femmes politiques de gauche. On remarque également que le corpus est composé principalement de parlementaires (députées à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen et sénatrices), de responsables de partis, et résiduellement de quelques maires de grandes villes⁵³. On notera le statut un peu particulier de l'entretien mené avec Gisèle Halimi qui n'exerçait aucune de ces fonctions au moment où elle a été interrogée. A ce propos, Mariette Sineau écrit : « *j'ai rencontré Gisèle Halimi en mars 1985, alors qu'elle n'était plus députée. Aussi bien ne l'ai-je pas interrogée selon la même grille de lecture que les femmes politiques faisant partie de mon échantillon. C'est à titre de "témoin féministe" que sa parole m'intéressait* » (Sineau, 1988, p. 133, note 4).

3.3- Mode de réalisation des entretiens

Durant sa carrière, Mariette Sineau a employé diverses méthodes d'enquête à l'appui de ses recherches. Nombre de ses travaux s'appuient sur des enquêtes par questionnaires, notamment ceux réalisés en collaboration avec Janine Mossuz-Lavau : Schweisguth, Sineau, Subileau, 1976 (échantillon de 2000 sous-officiers) ; Sineau et Mossuz-Lavau, 1976 (échantillon de 470 individus) ; Sineau et Subileau, 1977 (échantillon de 1116 individus) ; Sineau et Mossuz-Lavau, 1980a (échantillon de 2206 personnes). Mais dès ses premiers travaux, la chercheuse a mobilisé des dispositifs croisant plusieurs techniques d'enquête. Des entretiens semi-directifs d'abord : par exemple Sineau, Bodiguel, Kessler, 1973 (enquête mobilisant des questionnaires et des entretiens semi-directifs) ; Sineau, 1974 (enquête mobilisant des statistiques sur les élèves de l'ENA, des questionnaires et des entretiens semi-

⁵¹ Dans le rapport remis au CORDES en 1980, Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau écrivent que le sondage surreprésente la gauche et notamment le PS et le MRG au détriment de la droite (*ibid.*, p. 23).

⁵² Sur ce point, voir notamment Sineau, Jenson, 1995 ; Jenson, Sineau, 1998 ; Sineau, 2004 ; Sineau, 2003.

⁵³ Voir Sineau, 1988, annexe 2, pour une description de l'échantillon (p. 225).

directifs). Mais aussi des études basées sur des sources d'archives : par exemple, Sineau et Mossuz-Lavau, 1978 (dépouillement des listes d'émargement dans huit bureaux de vote parisiens aux municipales de 1977) ; Sineau, 1978 (étude des inscrits sur les listes électorales entre 1965 et 1977) ; Sineau 1983 (données communiquées par le ministère de l'Intérieur ; analyse de l'évolution historique, étude de géographie électorale – répartition des élues par tailles de communes, départements et régions). Pour l'enquête *Des Femmes en politique*, elle a utilisé principalement l'entretien semi-directif et, en complément, une étude de documents. Pour interroger ces femmes politiques, Mariette Sineau a mobilisé un guide d'entretien précis, le guide générique comportant 27 questions qui ont ensuite été personnalisées selon le profil spécifique de chaque enquêtée⁵⁴. Dans le projet de mars 1983, elle écrit que l'objectif de ce guide était de dégager chez les interviewées : « *la vision de la politique telle qu'elles l'expriment directement (systèmes de représentation, valeurs, etc.) ; la hiérarchisation qu'elles établissent entre les différentes difficultés rencontrées concrètement dans leur pratique ; la spécificité qu'elles attribuent spontanément à leur double situation de "femmes" et "d'engagées" au niveau réel et au niveau symbolique* ». Le guide était également destiné, toujours selon la chercheuse, à « *mettre en regard les temps forts, dans leur interférence, de leurs vies politique, professionnelle et privée* ». Mariette Sineau a utilisé la documentation rassemblée (Cf. *infra*) sur les femmes politiques interrogées pour préparer et adapter le guide d'entretien.

A la fin de l'entretien, un très court questionnaire complémentaire était également administré, afin de recueillir des informations socio-graphiques et politiques sur les enquêtées⁵⁵.

Encore une fois, en l'absence de documents d'archives ou d'entretien avec la chercheuse, qui auraient pu apporter des renseignements sur cet aspect, il n'est pas possible de reconstituer plus précisément les conditions de réalisation des entretiens. Dans l'ouvrage tirée de l'enquête, Mariette Sineau apporte néanmoins une précision à propos du mode d'adresse qu'elle a employé face aux enquêtées durant les entretiens ; elle justifie l'emploi de l'expression « femme politique », estimant que « *c'est banalement reconnaître que la langue elle-même n'est pas étrangère à la pérennisation de la division sexuelle des rôles, et des stéréotypes sexués d'une manière générale* ». Elle précise que ce terme a pu poser problème à certaines femmes politiques interrogées, certaines le contestant même. Autrement dit, la catégorie de « femme politique » n'allait pas de soi, c'est d'une certaine manière un résultat de l'enquête. L'usage de ce terme induit, selon Mariette Sineau, « *une connotation de professionnalisme qui est refusée, précisément, par celles qui se présentent comme assumant à titre provisoire des fonctions politiques* ». Au total, elle en vient à choisir le terme « femme politique » car c'était le terme le plus commode, par « *convention pure* » (1988, p. 2).

Concernant la durée de chaque entretien, le rapport de 1986 évoque une durée moyenne d'une heure⁵⁶. Cette moyenne recouvre des durées diverses, variant d'une heure minimum à 3 heures maximum (Sineau, 1988, p. 1).

⁵⁴ Le guide d'entretien reproduit ici correspond à un document numérique fourni par le service de documentation du CEVIPOF au moment de la collecte de l'enquête. Les archives de l'enquête comprenaient par ailleurs un exemplaire papier du guide d'entretien adapté pour l'entretien mené avec Marie Jacq (cdsp_bequali_sp6_prep_methodo_outil_FR_41_guide).

⁵⁵ Sur ce point, se reporter à l'inventaire détaillé de l'enquête.

⁵⁶ La taille des transcriptions dactylographiées varie entre 11 et 66 pages, avec donc des écarts importants qui ne tiennent pas compte du débit de parole – sans qu'on puisse avoir recours aux enregistrements audio pour vérifier.

Guide d'entretien

1. J'aimerais commencer par une question très générale : « Qu'est-ce que c'est pour vous personnellement la politique ? »
Relance : Avez-vous le sentiment d'exercer un métier ? (ou plutôt d'exercer des fonctions à titre provisoire ?)
2. J'aimerais savoir quand et comment vous vous êtes mise, concrètement, à vous intéresser à la politique ?
3. Quelle a été votre première activité politique ? Quel âge aviez-vous ?
Relance : et ensuite, quel a été votre parcours (au sein de votre parti...) ?
4. Comment s'est prise pour vous la décision d'être candidate à l'Assemblée nationale ?
5. Quels types d'obstacles avez-vous rencontrés jusqu'à l'obtention de l'investiture finale ?
6. Aux nouvelles élues : Avez-vous déjà eu envie de faire acte de candidature à l'AN ?
7. Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans votre activité politique actuelle ?
Et qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
Relance : Aimez-vous faire campagne ?
Comment avez-vous vécu la campagne de 1977 ?
8. Il y a des gens qui aiment prendre la parole, d'autres pour lesquels c'est toujours un peu éprouvant.
Vous-même, comment vivez-vous cela ?
9. Parmi les objectifs politiques que vous poursuivez, quels sont ceux auxquels vous êtes le plus attachée ?
Relance : Pourriez-vous m'indiquer par exemple deux réformes politiques auxquelles vous tenez particulièrement ?
10. En moyenne, combien d'heures par jour consacrez-vous à votre activité politique ?
Relance 1 : Et à vos loisirs ? Avez-vous le temps d'aller au cinéma, de voir des amis et votre famille ?
Relance 2 : Dans votre foyer, sur qui repose principalement les tâches domestiques et éducatives (si enfants) ?
11. Quelles difficultés avez-vous personnellement rencontrées durant votre parcours politique ? Pouvez-vous les hiérarchiser ?
Relance 1 : Et les difficultés au sein de votre parti ? Comment se sent-on au PS (au RPR, au PC..., etc.) quand on est une femme ?
Relance 2 : Votre engagement politique vous a-t-il posé des problèmes en famille ? A-t-il bien été accepté par vos proches (conjoint, parents, enfants) ?
12. Vous êtes membre de la Commission de
Qu'est-ce qui vous a conduit à choisir cette Commission ?
Relance : Auriez-vous préféré appartenir à une autre commission ?
13. Au sein de cette Commission, quel est votre domaine particulier de compétence ?
Avez-vous d'autres spécialités ou d'autres responsabilités ?
14. Vous êtes femme et parlementaire. Cette double identité est-elle aujourd'hui facile à vivre ?
Relance : Comment se sent-on dans une assemblée composée d'hommes à 90 % ?
15. On entend dire parfois que les femmes politiques ont du pouvoir une conception différente de celle des hommes.
Vous-même, qu'en pensez-vous ? D'après votre propre expérience, est-ce que cela correspond à une certaine réalité ?
Relance : Diriez-vous que les femmes politiques se prennent moins totalement que les hommes au jeu de l'identification au pouvoir ?
16. Certains prétendent que les femmes en général auraient tendance à résoudre leurs problèmes existentiels en faisant des enfants, les hommes en recherchant le pouvoir. Vous-même, qu'en pensez-vous ?
17. Diriez-vous que les femmes ont quelque chose à apporter à la politique ?
Relance : dans quels domaines y-a-t-il apport spécifique des femmes à la politique ?
(langage, prise de parole, organisation du travail, horaires, attitudes vis-à-vis du pouvoir, agenda des problèmes traités...)
18. Diriez-vous que la réalité de l'expérience des militantes et leurs difficultés sont suffisamment prises en compte au sein de votre parti ?
19. Vous considérez-vous comme féministe ?
Relance : Vous arrive-t-il de mener une action avec d'autres responsables femmes ? Ou avec des associations ou mouvements féministes ?
20. Pensez-vous que votre itinéraire politique aurait été différent si vous aviez été un homme ?
21. Dans la pratique quotidienne, avez-vous parfois le sentiment qu'on cherche à vous rappeler que vous êtes, avant toute chose, une femme (c'est-à-dire un être défini par son apparence physique) ?
Relance : de quelle façon ?
22. Compte tenu de votre itinéraire passé et présent, quelle est la fonction politique que vous souhaiteriez exercer demain ?
23. Est-ce que vous envisageriez-facilement de quitter le milieu politique pour reprendre votre activité professionnelle ?
24. J'aimerais connaître votre position sur la parité.
25. Pour la première fois, un gouvernement comprend un tiers de femmes, nommées pour la plupart à des postes importants. Pensez-vous que leur présence a entraîné des changements importants ?
26. Que pensez-vous de l'utilité d'un ministère des Droits des femmes ?
27. A celles qui détiennent un autre mandat électif : Si vous deviez choisir entre votre mandat local (ou régional) et votre mandat de député, lequel aurait votre préférence ?

Pour terminer, précisons que, dans le projet de mars 1983, Mariette Sineau avait conçu une « *approche quantitative éventuelle* ». En particulier, « *l'élaboration et l'administration d'un questionnaire à un échantillon plus nombreux de femmes (et d'hommes) politiques* » étaient prévus, pour « *permettre de mesurer plus précisément les liaisons entre profils des élu(e)s, rôles exercés et pratiques symboliques, représentations* ». Au final, ce dispositif méthodologique n'a pas été mis en œuvre pour cette enquête. Il le sera quelques années plus tard dans une enquête postérieure, ayant donné lieu à la publication en 2001 de l'ouvrage *Profession : femme politique*⁵⁷.

On va maintenant examiner le corpus de matériaux mis à disposition.

4- Corpus constitué et conservé

Il s'agit de faire une présentation non détaillée du corpus de données qui a été constitué et travaillé par Mariette Sineau, afin de donner à comprendre ce qui a pu être analysé par la chercheuse⁵⁸. Les « données » de l'enquête étaient constituées autour d'un dossier par entretien. Ce dossier comportait, outre les transcriptions⁵⁹, une fiche⁶⁰, parfois très succincte, d'autres fois plus fournie, qui servait de page de présentation ou de mémo des principales informations sur l'enquêtée. On trouve aussi parfois les notes manuscrites⁶¹ des entretiens, rédigées par Mariette Sineau, d'une longueur de quelques pages, et l'indication manuscrite d'autorisation d'utilisation nominative ou non. Les enregistrements audio n'ayant pas été conservés, on ne dispose que des transcriptions des entretiens. Celles-ci, (presque toujours) exhaustives, ont été réalisées par une seule et unique secrétaire dactylographe. Un grand nombre de passages sont soulignés au crayon à papier ou surlignés en fluo.

Les archives de l'enquête conservées au centre de documentation du CEVIPOF comprennent également des éléments de documentation, qui n'ont pas été numérisés, à savoir :

- des documents et notes sur l'association *Choisir* ;
- de nombreux extraits du Journal officiel, débats parlementaires, questions au gouvernement (accessibles par ailleurs en version numérique) ;
- plusieurs tirés-à-part de propositions de loi de Gisèle Halimi ;
- un grand nombre de coupures de presse, essentiellement du journal *Le Monde* (rubrique politique), des journaux partisans ou des bulletins des élues ;
- un rapport de la Sofrès de 1970 sur le rôle de l'Etat ; un autre rapport de 1968 sur les Français et l'unification de l'Europe ;
- trois dossiers du Centre de recherche et d'information féministe (CRIF) de 1982 ;
- un dossier de la revue *Des femmes en mouvement* de 1978 ;
- des numéros de magazines comme *Marie-Claire*, *Marie-France*, avec des dossiers thématiques sur les femmes ;
- des listings

⁵⁷ L'enquête menée pour cette dernière recherche mêle analyse politico-institutionnelle et résultats d'une enquête par questionnaire spécialement conduite pour l'occasion (335 députés des deux sexes ont répondu).

⁵⁸ Pour l'ensemble des documents mis à disposition, on se reportera à l'inventaire détaillé de l'enquête.

⁵⁹ Cf. la série `cdsp_bequali_sp6_col_transcr_entretien` dans l'inventaire de l'enquête.

⁶⁰ Cf. la série `cdsp_bequali_sp6_prep_docu_fiche` dans l'inventaire de l'enquête.

⁶¹ Dans certains cas, le dossier est accompagné d'une note post-entretien, en général succincte. Cf. la série `cdsp_bequali_sp6_col_note_entretien` dans l'inventaire de l'enquête.

19. Jacqueline THOME - PATENÔTRE

- Députée au Parlement Européen
- Membre du Comité Exécutif du P. Radical
- Ancien Ministre (SE)
- Ancien Secrétaire
- Ancien Député (1958-78)
- Ancien Conseiller Général.

[1]



36 ans après, Jacqueline Thome-Patenôtre, jette l'éponge. Depuis 1947, elle était maire (radicale) de Rambouillet. Mais cette fois-ci, à 77 ans, elle a décidé de ne pas se représenter. « Les femmes ont plus que jamais leur place dans les pouvoirs de décision. C'est tant mieux. Moi, mon combat est fini. Mais quelle aventure... ». Les plus vieux de Rambouillet se souviennent de sa première campagne : « Au début, ils nous, on disait : une bonne femme. Maintenant, presque tout le monde l'appelle Jacqueline. Ça c'est fort ! ». Elle fut, en outre, 20 ans députée de 1958 à 1978, avec même une vice-présidence de l'Assemblée nationale.

→ on peut aussi la faire de Garçon
→ à le fait toutes ce dès à leur moment ;
"Carokey - moi comme d H"
1 seul modèle → le masculin

cf. Jean-Claude BROUSTAN,
Le Combat de Raymond Patenôtre.
Fayard, 1969

[2]

Extrait du dossier de l'entretien avec Jacqueline Thome-Patenôtre

2

C'était un petit titre qu'on vous donnait à l'époque, l'Inspection d'Académie, c'est à dire, qu'on avait deux écoles à visiter, non pas sur le plan si vous voulez, de leur instruction scolaire, d'ailleurs à cette époque là on les faisait un peu travailler les enfants. Mais sur le plan de leur hygiène si vous voulez et de la façon dont ils avaient l'air traités, si l'école était chauffée, si elle ^{était} peinte, ou je ne sais pas quoi.

Q : Ca n'existe plus maintenant ?

R : Les délégués cantonaux n'existent plus maintenant, et c'était vers 1927/28. Mais c'est ça qui a fait que je connaissais ^{le} canton, ce qu'on appelait de Dourdan à l'époque, maintenant il s'appelle St-Arnoux, il est un peu différent. Et c'est comme ça que j'ai été élue Conseiller Général après la guerre, quand le Général de Gaulle a donné le vote aux femmes. Car en 45, je veux dire en 37/38, je n'aurais pas pu être élue puisque j'étais une femme. Alors au lendemain de la guerre, en 45, plusieurs Maires sont venus trouver mon mari, qui était déjà assez malade, il a quitté la politique vers 48 ect.... Ils lui ont dit : mais vous savez la seule personne qui peut battre le communiste, à l'époque, qui s'était présenté comme Résistant, enfin c'était un ~~cheminot~~ ^{ouvrier} je ne sais pas quoi, ça ne peut être que votre femme, parce que les gens la connaissent. Alors plus morte que vive j'ai fait une première réunion à Pont-Evrin, commune qui avait 200 habitants à l'époque. Et j'ai été élue au Conseil Général, et lui aussi a été réélu au Conseil Général, il l'était depuis 25.

Q : Donc vous n'avez pas pris la succession de votre mari, vous avez été élue...

R : J'ai été élue au canton de Dourdan, et lui était conseiller général de Rambouillet, oui. Alors nous avons siégé pendant quelques, pendant 2 ans ensemble au Conseil Général. Et après comme il était tombé malade, il a donné sa démission et moi je suis restée Conseiller Général de St-Arnoux, ce qui a toujours été une complication puisque je suis devenue Maire de Rambouillet en 47, et Député de l'arrondissement de Rambouillet à partir

Extrait de la transcription originale de l'entretien avec Jacqueline Thome-Patenôtre

J. Thome - Patenôtre - le 22-11-80

①. Vie d'adulte qui ^{est} plus efficace
 Tjs avec - l'objet de la vie de vie
 → les subversifs à vie plus ce qui paye.
 Efficace par les idées que j'avais.
 le logement → et de nos idées.
 Futur. La campagne → comme si.
 les marais et prairies qui l'avaient
 et la f...
 Mon mari - CG 25
 depuis en 28
 → élue en 26 -
 puis 19 ou 20 ans →
 après à l'entretien.
 j'ai pu m'occuper → délégué cantonal
 j'ai pu être vers 27/28 → cantonal
 Dourdan.
 → élue CG après la Guerre, qu'il y
 a eu des feus.
 au lendemain de la guerre → plus mes
 mari qu'il a la part. vers 48
 → battre le Comm. → vote femme
 élue au
 Dourdan et lui Rambouillet.
 CG de St Arnoux puis Mari de Rambouillet
 entre 47 et 58 → Sénateur
 du Mar. comme M.A.P. local, Mari de
 Dourdan → → Pei. puis en 60. Depuis
 Rambouillet.
 → à ad. femme
 Mari Rambouillet délégué par F.P.
 47 → élue Mari Rambouillet - → Sénateur
 58 → Député de l'arr. de Paris
 60 → (78) -

Extrait de notes manuscrites prises lors de l'entretien avec Jacqueline Thome-Patenôtre

À l'issue de la campagne d'entretiens menée entre 1984 et 1985, 32 enquêtées ont accepté que leur témoignage figure sous leur propre nom, dans le rapport remis au comité de l'ATP en 1986 puis dans l'ouvrage publié en 1988. Neuf autres enquêtées avaient, à l'époque, souhaité rester anonymes. Pour les besoins de la mise à disposition de l'enquête, ces neuf témoins ont été contactées par l'équipe de beQuali ; toutes ont accepté de signer un formulaire de consentement. En voici la liste⁶² : Colette Goeuriot (n°10) ; Colette Chaigneau (n°13) ; Françoise Sème (n°25) ; Christine Boutin (n°27) ; Nicole Bricq (n°28) ; Rolande Perlican (n°31) ; Renée Soum (n°35) ; Gisèle Halimi (n°33) ; Monique Midy (n°36).

Venons-en maintenant à la manière dont Mariette Sineau a présenté les résultats de son enquête.

5- Analyse

En l'absence de documents renseignant sur les opérations d'analyse, on se concentrera ici sur les interprétations proposées par Mariette Sineau dans l'ouvrage *Des femmes en politique*. Parmi ses principales conclusions, la chercheuse propose un double éclairage de la place des femmes en politique, qui correspond aux deux parties autour desquelles l'ouvrage est organisé. Dans la première partie de l'ouvrage, Mariette Sineau aborde le niveau des représentations des « rôles » politiques, selon deux points de vue : la manière dont les femmes politiques pensent être perçues par leurs collègues masculins, autrement dit leurs représentations des représentations que les hommes ont d'elles⁶³, ainsi que la manière dont elles voient les hommes politiques. À ce propos, Mariette Sineau estime que les femmes politiques restent encore majoritairement prisonnières des images d'elles-mêmes que leur entourage leur renvoie. La chercheuse souligne notamment le sentiment qu'ont les femmes politiques interrogées de ne pas être à leur place, d'être illégitimes dans leur rôle, et plus généralement de transgresser la division sexuée du travail et les principes fondamentaux de la hiérarchie entre les sexes. Elle souligne également que les hommes politiques sont, du point de vue des femmes interrogées, enfermés dans la différence, dans l'altérité, les femmes politiques étant critiques vis-à-vis de cette domination masculine et plus généralement de la manière masculine de gérer la politique. Elle ajoute cependant que ces représentations ne sont pas homogènes : elles varient selon les contextes, c'est-à-dire selon la situation personnelle des femmes, les politiques des partis vis-à-vis de la parité, ou encore selon des variables plus contextuelles comme les cultures politiques régionales⁶⁴.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Mariette Sineau étudie les représentations qu'ont ces femmes politiques de leurs pratiques⁶⁵. La chercheuse explore ici la manière dont ces représentations des rapports aux rôles politiques et des rapports de sexe jouent sur les pratiques, ou plutôt la manière dont les femmes, à travers leurs discours, relient les deux – autrement dit, comment elles déclarent agir en fonction de ces représentations. La chercheuse décrit d'abord les pratiques de surcompensation. À ce propos, elle évoque « *l'éternelle*

⁶² Les numéros sont ceux par lesquels les enquêtées étaient désignées dans l'annexe 1 de l'ouvrage publié en 1988.

⁶³ Soit « *les images et les représentations des femmes politiques, telles qu'elles sont, d'après leurs témoignages, réfléchies par autrui* » (Sineau, 1988, p. 7).

⁶⁴ Sur ce point, voir le chapitre 3, p. 47-73.

⁶⁵ « *La seconde partie analyse, au regard de ces représentations, leurs pratiques politiques et le rôle historique qu'elles se sentent la vocation de jouer en tant que femmes* » (Sineau, 1988, p. 7).

administration de la preuve » ou « *la suradhésion aux normes masculines* ». Ces conduites de compensation sont de deux sortes ; s'agissant des femmes politiques interrogées, « *les unes, en effet, s'efforcent d'être conformes au rôle que les hommes leur attribuent, et à ce que leur parti attend qu'elles soient. Les autres, au contraire, s'appliquent à être conformes à ce que sont et à ce que font les hommes. Dans le premier cas, il y a identification à l'image traditionnelle de la femme ; dans le second, il y a identification aux hommes* » (Sineau, 1988, p. 111). Pour Mariette Sineau, « *ces deux types de conduite ne doivent d'ailleurs pas s'analyser en termes antinomiques : une même femme peut adopter des comportements dont les uns seront conformes aux rôles que la société attend d'une femme, et dont les autres seront d'imitation des pratiques masculines* » (*ibid.*). La chercheuse décrit également l'apparition de pratiques autonomes chez certaines de ces femmes, voire l'émergence d'une conscience féministe parmi quelques-unes d'entre elles.

En conclusion, l'étude laisse entrevoir, selon Mariette Sineau, le fait qu'une nouvelle génération de femmes adopte des attitudes novatrices par rapport à leurs aînées, souhaitant avant tout préserver leur identité de femmes, jouant la différence tout en prenant du champ par rapport au modèle féminin traditionnel. Surtout, une majorité d'enquêtées croit que les femmes représentent en politique un groupe rénovateur de certaines pratiques, porteur d'une autre culture. Ainsi elle estime que, « *si on ne peut parler aujourd'hui de l'existence d'une véritable identité fondée sur le sexe, entre les femmes qui occupent la scène politique, pourtant un certain nombre d'entre elles ont conscience d'être et de représenter, à terme, un groupe porteur, d'avoir vocation à jouer demain un rôle spécifique, sinon historique, dans le champ du politique* » (*ibid.*, p. 167). Pour Mariette Sineau, il apparaît qu'« *une minorité de femmes, en général assez jeunes – mais pas toujours – a su se défaire des conduites de surdétermination de leurs aînées. Que ce soit dans le domaine privé ou politique, elles adoptent des pratiques qui sont en rupture avec celles précédemment analysées* » (*ibid.*, p. 168).

6-Postérité de l'enquête

Pour clore cette enquête sur l'enquête, il faut dire quelques mots de la postérité de cette recherche. Cette postface apporte des informations sur la manière dont Mariette Sineau a exploité cette enquête et sur les suites qu'elle lui a données, en commençant par les principales productions scientifiques.

6.1- Les principales productions scientifiques réalisées sur la base de l'enquête

SINEAU Mariette, 1984, **Rapport intermédiaire pour le CNRS**, ATP Recherches sur les femmes et recherches féministes, 20 p.

SINEAU Mariette, 1986, **Des femmes en politique**, Rapport pour le CNRS, ATP Recherches sur les femmes et recherches féministes, 275 p.

SINEAU Mariette, 1987, Communication au colloque « Des femmes en politique », Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? le pouvoir... », organisé par Marie-Josèphe Sublet, Feyzin, 31 janvier, pp. 25-34.

SINEAU Mariette, 1987, « Les femmes politiques en France: une autre idée de la citoyenneté ? », **Rapport pour le Consortium européen de recherche politique**,

workshop Femmes et Citoyenneté : droits et identités, dirigé par Ursula Vogel, Amsterdam, session d'avril 1987, 24 p.

SINEAU Mariette, 1988, « La participation des femmes peut-elle modifier l'exercice du pouvoir ? », « *Les femmes en 2000* », *Assises nationales organisées par la Délégation à la condition féminine*, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, La Documentation française, p. 138-140

SINEAU Mariette, 1988, *Des femmes en politique*, Economica, 240 p.

SINEAU Mariette, 1991 « Autour d'une dette non reconnue : l'apport du MLF sur la scène politique », *Crises de la société, féminisme, et changement*, Paris, Revue d'en face/Éditions Tierce, p. 187-206.

6.2- Retour sur l'exploitation de l'enquête

La fin du terrain ayant eu lieu début juillet 1985, la première exploitation des résultats a été faite en 1986 avec le rapport remis à l'ATP, transformé en ouvrage en 1988. Dans le rapport de 1986, il est écrit que les biographies des femmes politiques interrogées ont été arrêtées à l'été 1985 (1986, p. 225) ; à la fin de chaque notice biographique (situées à la fin du rapport), Mariette Sineau a seulement indiqué les changements consécutifs aux élections législatives de mars 1986. Les biographies réalisées pour l'ouvrage, sorti en 1988, sont un peu plus complètes. On note qu'outre les productions scientifiques, la valorisation de l'enquête est passée par de nombreuses interventions de la chercheuse dans les médias (notamment à la radio), et des formes de vulgarisation des résultats scientifiques dans des articles de presse⁶⁶.

Dans la foulée de cette enquête, Mariette Sineau a été sollicitée par le Conseil de l'Europe pour réaliser une étude sur les différents moyens susceptibles d'être utilisés pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique et publique⁶⁷. Elle s'est également lancée dans une série de recherches plus larges, à visée historique, en essayant de comprendre pourquoi la sphère politique, en France, restait si fermée aux femmes, pourquoi les bouleversements qui ont affecté la société n'ont pas conduit à une redistribution du pouvoir politique entre les sexes. Par exemple, elle publie en 1992 les résultats d'une recherche sur les droits des femmes et la démocratie depuis 1945 (Sineau, 1992). L'ouvrage *Profession : femme politique*, publié en 2001, s'attache à retracer les rapports entre les femmes et le pouvoir en France, et à analyser le lent processus d'inclusion des femmes dans la République. Il donne lieu à une deuxième édition, remaniée et augmentée, publiée en 2011 sous le titre *Femmes et pouvoir sous la V^e République : de l'exclusion à l'entrée dans la course présidentielle* (Sineau, 2011a). Mariette Sineau est passée de la « non mixité » à la « parité » puis au « genre » dans ses travaux successifs. À l'époque où ses derniers ouvrages paraissent, la problématique du genre se diffuse en science politique et en sociologie ; dans le même temps, les travaux sur les femmes et la politique se multiplient. Il ne s'agit pas de les citer ; on se contentera de noter que cette enquête aura une certaine postérité dans des ouvrages de synthèse sur ce thème (Achin, Lévêque, 2007 ; Bérénis et al., 2008 ; Neveu, Guionnet, 2009 ; Achin, Bérénis, 2013) ou certains manuels de sociologie politique (Lagroye, 2012 ; Braud, 2014).

⁶⁶ Pour plus d'informations sur ce point, voir la page personnelle de la chercheuse sur <http://spire.sciencespo.fr/>.

⁶⁷ Publiée en 1989 ; source : *Rapport d'activité à 2 ans, janvier 1987-mai 1989*.

Bibliographie

1-Archives « administratives »⁶⁸

SINEAU Mariette, 1983, projet de recherche « Les femmes dans le personnel politique français. 40 ans de sous-représentation », Présenté devant la section 38 : sciences du politique, (daté de mars 1983, 20 pages)

SINEAU Mariette, Rapport intermédiaire remis au comité de l'ATP (daté du 12 octobre 1984).

Rapports du CEVIPOF :

- Rapport scientifique CEVIPOF 1979-1983
- Rapport scientifique CEVIPOF 1983-1985
- Rapport scientifique CEVIPOF 1983-1987
- Rapport du CEVIPOF 1987
- Rapport du CEVIPOF 1991
- Rapport scientifique CEVIPOF 1987-1991
- Rapport scientifique CEVIPOF 1991-1993
- Rapport d'activité du CEVIPOF 1995-1996
- Rapport d'activité du CEVIPOF 1996-juin 1998
- Rapport d'activité du CEVIPOF 2000-2003
- Rapport d'activité du CEVIPOF 2004-2007
- Rapport d'activité du CEVIPOF 2008-2012

2-Autres publications et productions de Mariette Sineau⁶⁹

SINEAU Mariette, BODIGUEL Jean-Luc, KESSLER Marie-Christine, 1973, « 100 ans de secrétariat d'Etat », **Rapport n°2, dossier « Les superstructures des administrations centrales »**, Institut français des sciences sociales, cahier n°8, FNSP, p. 49-96.

SINEAU Mariette, 1974, « Les femmes et l'ENA », **Annuaire international de la fonction publique**, CEVIPOF, 1974-75, p. 63-110.

SINEAU Mariette, 1974, « La préfecture de Paris : quel pouvoir ? », **Bulletin de l'Institut international d'administration publique**, n° 29, p. 83-99.

SCHWEISGUTH Etienne, SINEAU Mariette, SUBILEAU Françoise, 1976, « Attitudes envers le maintien de l'ordre chez les sous-officiers de la marine et de l'armée de l'air », **Rapport au Congrès mondial de science politique**, Edimbourg

SINEAU Mariette, MOSSUZ-LAVAU Janine, 1976, « Les femmes et la politique : les attitudes de gauche des 16-34 ans en milieu urbain », **Revue française de science politique**, 26 (5), p. 929-956.

SUBILEAU Françoise, SINEAU Mariette, 1977, « Le militantisme féminin dans un parti de gauche en France : l'exemple du PCF », **Revista del Instituto de Ciencias sociales**, n°29, p. 201-217.

SINEAU Mariette, MOSSUZ-LAVAU Janine, 1978, « Sociologie de l'abstention dans huit bureaux de vote parisiens », **Revue française de science politique**, 28 (1), p. 73-101.

⁶⁸ Sont répertoriées ici les archives administratives consultées au centre de documentation du CEVIPOF pour contextualiser l'enquête de Mariette Sineau.

⁶⁹ Sont listées ici les publications citées dans la présente enquête sur l'enquête. Pour une liste exhaustive de ses publications, voir la page de la chercheuse sur <http://spire.sciencespo.fr/>.

- SINEAU Mariette, 1978, « L'abstentionnisme parisien aux élections municipales, 1965-1977 », *Revue française de science politique*, 28 (1), p. 55-72.
- SCHWEISGUTH Etienne, SINEAU Mariette, SUBILEAU Françoise, 1979, *Techniciens en uniforme : les sous-officiers de l'armée de l'Air et de la Marine*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1980a, « Les femmes françaises en 1978, insertion sociale, insertion politique », *Rapport pour le CORDES*, CNRS/Fondation nationale des sciences politiques.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1980b, « L'ouvrière française et la politique », *Sociologie du travail*, 22 (2), p. 213-231.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1981, "France", in Jill Hills, Joni Lovenduski (eds.), *The Politics of the Second Electorate: Women and Public Participation*, London, Routledge and Kegan Paul, p. 112-113.
- SINEAU Mariette, 1983, « Femmes élues : la percée », *Citoyennes à part entière*, n° 20, p. 9-16.
- MOREAU-BOURLÈS Marie-Ange, SINEAU Mariette, 1983a, *La participation des femmes aux instances d'élaboration des normes du Droit du travail en France*, Rapport pour la CEE (Programme sur l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes), Paris.
- MOREAU-BOURLES Marie-Ange, SINEAU Mariette, 1983b, « Les femmes et le statut des travailleurs : les discriminations au niveau de l'élaboration des normes », *Droit social*, n° 12, p. 694-719.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1983a, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1983b, « La religion : école ou miroir du conservatisme féminin ? », in Danièle Hervieu-Léger, Paul Ladrière, Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Oppression des femmes et religion*, Paris, Société des amis du Centre d'études sociologiques, p. 17-31.
- MOSSUZ-LAVAU Janine, SINEAU Mariette, 1984, *La situation des femmes dans la vie politique en Europe*. Partie II *Les femmes dans le personnel politique en Europe*, rapport pour le conseil de l'Europe, Strasbourg.
- SINEAU Mariette, 1989, « Voies et moyens pour améliorer la représentation des femmes en politique », *Rapport pour le conseil de l'Europe, Comité européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, Strasbourg, EG (89) 4.
- SINEAU Mariette, « Droit et démocratie », 1992, in Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, vol. V, Françoise Thébaud (dir.), *Le XXe siècle*, Paris, Plon, p. 471-497.
- SINEAU Mariette, TARDY Évelyne, 1993, *Droits des femmes en France et au Québec, 1940-1990 : éléments pour une histoire comparée*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage.
- SINEAU Mariette, 1994, *Mise en œuvre de la démocratie paritaire en France : obstacles juridiques : voies et moyens pour les surmonter*, Rapport pour le conseil de l'Europe, Comité directeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes.
- SINEAU Mariette, JENSON Jane, *Mitterrand et les Françaises : un rendez vous manqué*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995.
- SINEAU Mariette, 1996a, *La politique : un enjeu majeur dans les rapports de pouvoir entre sexes*, Thèse sur travaux en science politique, Institut d'études politiques de Paris.
- SINEAU Mariette, 1996b, *Compatibilité de la démocratie paritaire avec la Constitution et la loi française*, Conseil de l'Europe, Groupe de spécialistes sur l'égalité et la démocratie, rapport final d'activités, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, p. 114- 128.
- SINEAU Mariette, 1996c, *audition*, Observatoire de la Parité entre hommes et femmes, groupe de travail La parité entre hommes et femmes dans la vie politique
- JENSON Jane, SINEAU Mariette (dir.), 1998, *Qui doit garder les jeunes enfants ? Modes d'accueil et travail des mères dans l'Europe en crise*, Paris, LGDJ.

- SINEAU Mariette, HANTRAIS Linda, LUST Bernard (dir.), 1998, ***L'Administration du travail : acteur privilégié d'une politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : guide des bonnes pratiques***, Genève, BIT, document n° 55-1.
- SINEAU Mariette, 1999a, ***La progression des femmes aux Européennes de juin 1999 : vers la parité des tâches familiales***, Rapport pour la France, préparé pour le Parlement espagnol (Network of Parliamentary Committees for Equal Opportunities for Women and Men in the Parliament of the EU member States and the European Parliament), Paris.
- SINEAU Mariette, 1999b, ***audition***, Odette Casanova, rapport d'information de l'Assemblée nationale, n° 2074, Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, annexe 2, séance du 23 novembre.
- SINEAU Mariette, 2001, ***Profession : femme politique : sexe et pouvoir sous la Cinquième République***, Paris, Presses de Sciences Po.
- SINEAU Mariette, 2003a, ***Genderware: the Council of Europe and the Participation of Women in Political Life***, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe.
- SINEAU Mariette, 2003b, ***L'incidence des réformes électorales sur la parité femmes/hommes en politique***, audition devant la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Assemblée nationale, rapport *Élection des conseillers régionaux : des représentants au Parlement européen et aide publique aux partis politiques*, n° 604, p. 25-36.
- SINEAU Mariette, 2004, ***exposé Loi sur la parité. Lacunes et moyens d'y remédier***, audition devant le Comité de pilotage pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques, ministère de la Fonction publique, Paris, 5 février.
- SINEAU Mariette, 2007, « Effets de genre, effets de génération ? : le vote hommes/femmes à l'élection présidentielle 2007 », ***Revue française de science politique***, 57 (3-4), p. 353-369.
- LE HAY Viviane, SINEAU Mariette, 2010, « "Effet patrimoine" » : 30 ans après, le retour ? », ***Revue française de science politique***, 60 (5), p. 869-900.
- SINEAU Mariette, 2008, ***La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle***, La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube.
- SINEAU Mariette, 2010 « Genre et corruption : des perceptions différenciées », in Pierre Lascombes (dir.), ***Favoritisme et corruption à la française : petits arrangements avec la probité***, Paris, Presses de Sciences Po, p. 187-198.
- SINEAU Mariette, 2011 ***Femmes et pouvoir sous la V^e République. De l'exclusion à l'entrée dans la course présidentielle***, Paris, Presses de Sciences Po.
- SINEAU Mariette, 2011a « Étude de cas : France : la "parité" par la loi », ***Electoral Gender Quota Systems and their Implementation in Europe***, rapport UE, Stockholm University, Directorate General for Internal Policies, Policy Department C: Citizens' Rights and Constitutional Affairs, Gender Equality, PE 408.309, p. 72-84.
- SINEAU Mariette, 2012, « D'un Le Pen l'autre : l'image du Front national à la veille de la présidentielle de 2012 », in Birgitta Orfali (dir.), ***La Banalisation de l'extrémisme à la veille de la présidentielle : radicalisation ou dé-radicalisation***, Paris, L'Harmattan, p. 129-141.
- SINEAU Mariette, 2013, divers articles sur des femmes politiques de premier plan, in Mireille Calle-Gruber, Béatrice Didier et Antoinette Fouque (dir.), ***Le Dictionnaire universel des créatrices***, t. 1, Paris, Éditions des femmes – Antoinette Fouque

3-Publications d'autres auteurs cités par Mariette Sineau

- AUBERT Nicole, ***Le pouvoir usurpé : hommes et femmes dans l'entreprise***, Paris, Laffont, 1982.
- AUBERT Véronique, 1980, ***Les spécificités du personnel politique français***, Centre de sociologie politique de Paris 1 Sorbonne, ronéoté.

- AUBERT Véronique, PARODI Jean-Luc, 1980, « Le personnel politique français », *Projet*, n°147, p. 787-800.
- BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, *Sociologie de l'Etat*, Paris, PUF, 1979.
- BALANDIER Georges, 1985, *Le Détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard.
- BECANE Geneviève, 1974, *Les femmes au Sénat*, ronéoté.
- BIRNBAUM Pierre, 1977, *Les sommets de l'Etat. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris, Seuil.
- BIRNBAUM Pierre, BARUCQ Charles, BELLAÏCHE Michel, MARIE Alain, *La classe dirigeante française. Dissociation, interpénétration, intégration*, PUF, 1978.
- BIRNBAUM Pierre (dir.), 1985, *Les élites socialistes au pouvoir, 1981-85. Les dirigeants socialistes face à l'Etat*, Paris, PUF.
- BRIMO Albert, 1975, *Les femmes françaises face au pouvoir politique*, Paris, Montchrétien.
- BODIGUEL Jean-Luc, 1978, *Les anciens élèves de l'ENA*, Paris, Presses de la FNSP.
- BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, 1964, *Les Héritiers, Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1972, « Les doxosophes », *Minuit 1*, p. 26-45
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction, Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BRAUD Philippe, 1980, *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF.
- CAYROL Roland, PARODI Jean-Luc, YSMAL Colette, 1973, *Le député français*, Paris, A. Colin.
- DAGNAUD Monique, MEHL Dominique, 1982, *L'élite rose, qui gouverne ? Les cabinets ministériels*, Paris, Ramsay.
- DE BAECQUE Francis, 1979, « L'interpénétration des personnels politique et administratif », *Table ronde « L'administration et la politique sous la Vème République »*, Association française de science politique et Institut français des sciences administratives.
- DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe*, Paris, NRF Gallimard, 1949, 2 vol.
- DEHLOME Danielle, GAULT Nicole, GONTHIER Josiane, *Les premières institutrices laïques*, Paris, Mercure de France, 1980.
- DUVERGER Maurice, 1955, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris, Unesco.
- DOGAN Mattei, NARBONNE Jacques, 1955, *Les Françaises face à la politique. Comportement politique et condition sociale*, Paris, Armand Colin, 192 p.
- GASPARD Françoise, 2002, « Les travaux sur le vote et l'éligibilité. La situation française », *Colloque « Genre et politique »*, Association française de science politique [www.afsp.msh-paris.fr/archives/2002/genretxt/gaspard.pdf, consulté le 18 février 2016].
- GELIS Jacques, 1977 « Sages-femmes et accoucheurs dans la France moderne », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, 32 (5), p. 927-957.
- GODELIER Maurice, *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruyas de Nouvelle-Guinée*, Paris, Fayard, 1982.
- HUPPERT-LAUFER Jacqueline, 1982, *La féminité neutralisée : les femmes cadres dans l'entreprise*, Paris, Flammarion.
- KNIBIEHLER Yvonne, FOUQUET Catherine, *Les femmes et les médecins*, Paris, Hachette, 1983.
- LANCELOT Alain, 1968, *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin.
- LEGENDRE Pierre, 1976, *Jouir du pouvoir. Traité de bureaucratie patriotique*, Paris, Editions de Minuit.
- MENDEL Gérard, 1967, *La révolte contre le père, une introduction à la socio-psychanalyse*, Paris, Payot.
- MENGUAL Emmanuelle, du MESNIL DU BUISSON Marie-Ange, 1982, « L'Enarchie au féminin », *Après-Demain*, n°243, p. 13-15
- MÉNY Yves, 1979, « Women's leadership in local politics. The case of France », *IPSA International round table*, Kisz, Poland

- MICHEL Andrée, TEXIER Geneviève, 1964, *La condition de la Française d'aujourd'hui*, Genève, Gonthier, 2 vol., 249 & 244 p.
- MIGNARD Annie, 1963, « Les femmes parlementaires de 1945 à nos jours », enquête sur leur formation et leur carrière », *mémoire pour le DES de sciences politiques*, Paris I.
- NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES, 1984, « L'ATP « recherches sur les femmes et recherches féministes », *Nouvelles questions féministes*, n°6/7, p. 209-211.
- REVEL Jacques, 1984, « Masculin/féminin : sur l'usage historiographique des rôles sexuels », in *Une Histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Rivages, p. 122-140
- ROUDY Yvette, 1982, *Les Femmes en France dans une société d'inégalités*, rapport au Ministre des droits de la femme, Paris, La Documentation française.
- SARTRE Jean-Paul, 1954, *Réflexions sur la question juive*, Paris, NRF Gallimard.
- SULEIMAN Ezra, *Les hauts-fonctionnaires et la politique*, Paris, Seuil, 1976.
- SULEIMAN Ezra, 1979, *Les Élités en France : Grands corps et grandes écoles*, Paris, Seuil.
- YSMAL Colette, « Elites et leaders », 1973, in Madeleine Grawitz, Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, Vol. 3. Paris, PUF, p. 603-642.

4-Autres sources mobilisées par Mariette Sineau : (auto)biographies de femmes politiques, ouvrages de sociologues féministes, livres politiques

- BOUCHARDEAU Huguette, 1977, *Pas d'histoire, les femmes... 50 ans d'histoire des femmes*, Paris, Syros.
- BOUCHARDEAU Huguette, 1979, *Un coin dans leur monde*, Paris, Syros.
- GASPARD Françoise, 1979, *Madame Le...*, Paris, Grasset.
- GIROUD Françoise, 1977, *La comédie du pouvoir*, Paris, Fayard.
- GROS Brigitte, 1973, *Les Paradisiennes*, Paris, Laffont.
- LE GARREC Evelyne, 1976, *Les Messagères*, Paris, Edition des femmes.
- LEGER Danièle, 1982, *Le féminisme en France*, Paris, Le Sycomore.
- PIAT Colette, 1981, *La République des misogynes*, Paris, Plon.
- SAUNIER-SEÏTE Alice, 1982, *En première ligne. De la communale aux universités*, Paris, Plon.
- WEISS Louise, 1980, *Combats pour les femmes*, Paris, Albin Michel.

5-Autres publications mobilisées pour les besoins de l'enquête sur l'enquête

- ACHIN Catherine, LEVEQUE Sandrine, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2007.
- ACHIN Catherine, BERENI Laure, 2013, *Dictionnaire genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ANEF, 1996, « Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995 », *Supplément au bulletin de l'ANEF*, n°20 [www.anef.org/wp-content/uploads/2014/04/Etudes-feministes-95.pdf, consulté le 18 février 2016].
- BASCH Françoise, 1983, « Femmes, féminisme, recherche : Toulouse 1982 », *Nouvelles questions féministes*, n° 5, p. 86-92.
- BERENI Laure, CHAUVIN Sébastien, JAUNET Alexandre, et REVILLARD, Anne, 2012, *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*, Bruxelles, de Boeck.
- BRAUD Philippe, « Sous-représentation des femmes et suspicion du système politique démocratique », in *La place des femmes*, Paris, La Découverte, 1995, p. 490-494.
- BRAUD Philippe, *Manuel de Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2014.
- CLAIR Isabelle, *Sociologie du Genre*, Paris, Nathan, 2013.
- FASSIN Eric, 2008, « L'empire du genre. L'histoire politique ambiguë d'un outil conceptuel », *L'Homme*, n° 187-188, p. 375-392.

- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique, 2001, « L'inscription des études féministes au CNRS », *Les cahiers du CEDREF*, n°10, p. 113-126.
- GUILBERT Madeleine, 1946, « Le travail des femmes », *Revue française du travail*, n°8, p. 663-670.
- JENSON Jane, LEPINARD Eléonore, 2009, « Penser le genre en science politique », *Revue française de science politique*, 59(2), p. 183-201.
- KAIL Michèle, 1982, « Au hit-parade du changement : les études et recherches féministes », *Nouvelles questions féministes*, n°3, p. 78-98.
- LAGRAVE Rose-Marie, 1990, « Recherches féministes ou recherches sur les femmes ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°83, p. 27-39.
- LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien, SAWICKI Frédéric, *Manuel de sociologie politique*, Paris, Dalloz, 2012.
- MARIE Jean-Louis, 2012, « La psychologie vue par la science politique: entre défiance et emprunts mal assurés : quelle science politique pour quelle psychologie ? », *Canal Psy*, n° 100, p. 13-17.
- MARIE Jean-Louis, 2005, « L'ouverture croissante de la science politique à la psychologie sociale. », *Hermès*, n°41, p. 141-149.
- NEVEU Erik, GUIONNET Christine, *Féminins / Masculins : Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin, 2009.
- NQF, 1984, « L'ATP "Recherches sur les femmes et recherches féministes" », *Nouvelles questions féministes*, n°6/7, p. 209-211.
- ROUCH Hélène, 2001, « "Recherches sur les femmes et recherches féministes" : L'action thématique programmée du CNRS », *Les Cahiers du CEDREF*, n°10, p. 103-112.